

هكذا من الارض

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
M^{me} Geneviève Neuve-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-89-61.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
11, RUE JEAN-MAZET
94051 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-32-90

	FRANCE	ÉTRANGER	ADRESSES PAYS non européens
3 mois	365 F	399 F	504 F
6 mois	720 F	762 F	1 008 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél. : (1) 49-60-34-70

Changement d'adresse effectué en pré-
vision : nos abonnés sont invités à for-
muler leur demande deux semaines avant
leur départ, en indiquant leur numéro
d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Localité :
Pays :
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
sous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 MONDIP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Ancien directeur :
Hubert Bonin-Méry (1944-1980)
Jacques Fauvet (1980-1982)
André Laurens (1982-1985)
Administrateur général :
Bernard Wouret
Directeur de la rédaction :
Denis d'Amboise
Rédacteur en chef :
Bruno Freppart, Claude Salen
RÉDACTION ET RÉGIE SOCIALE :
7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 05
Tél. : (1) 42-47-97-97
Télécopieur : (1) 42-23-06-01
ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94051 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-30
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a cinquante ans

L'exclusion des communistes de la Chambre des députés

Il y a cinquante ans, le 16 janvier 1940, la France est en guerre contre l'Allemagne. Les députés communistes, qui ont refusé de dénoncer le pacte Hitler-Staline de 1939, sont expulsés de la Chambre des députés. M. Pierre Bloch, ancien député, raconte.

La session ordinaire de la Chambre des députés s'est ouverte le 9 janvier 1940. J'ai obtenu une permission régulière pour remplir mon mandat de député. Arrivé à la Chambre en tenue, je troque ma vareuse de lieutenant contre la veste d'un huissier. Depuis le 18 brumaire, aucun uniforme n'est admis dans la salle des séances. Plusieurs de mes collègues sont dans le même cas que moi : culotte de cheval, bottes et veste civile. Nous sommes un peu ridicules. Un certain nombre de députés communistes ont eu, comme moi, leur « perm » : Raymond Guyot, André Mercier, Sulpice Devez, Charles Michels, Fernand Grelier, Roger Benson. La séance est fixée à 15 h 30. On affirme dans les couloirs que la réunion du petit groupe de députés communistes a été particulièrement orageuse. Trois députés ont refusé de suivre les instructions du parti apportées par Raymond Guyot. Les sept députés communistes entrent en séance, les uns aux ordres du parti, les autres en révolte ouverte.

Dès le début de la séance, Jean-Louis Tixier-Vignancour provoque un violent incident en protestant contre la présence des députés communistes en séance. Celle-ci est suspendue dans un tumulte violent pour une heure. Devez et Benson discutent ardemment dans les couloirs avec Raymond Guyot et insistent auprès de lui pour qu'il se modère et ne réponde pas aux provocations de la droite. La séance est reprise à 17 heures. Le doyen d'âge, M. Levy-Alphandery, radical socialiste, respecté de tous, prononce dans un silence complet l'allocution rituelle.

La voix émue et un peu tremblante, il déclare : « Je suis certain de remplir le premier devoir de ma charge en envoyant aux armées de la République - qui avec tant de calme et de fière résolution se sont levées en masse à l'appel de la patrie en danger - le salut plein d'émotion et d'affection de cette Assemblée. »

Déchéance

Tous les députés se lèvent, sauf les communistes Guyot, Mercier, Michels, Grelier, qui restent assis à leur banc. Les autres communistes insistent pour qu'ils se lèvent, ils refusent.

Jean Ybarnegaray croit avoir entendu Raymond Guyot déclarer : « Si on nous arrête, les Russes viendront nous délivrer. » Ce geste, ces propos, prennent un caractère de véritable provocation. L'extrême droite, au fond d'elle-même, se réjouit de cette scène lamentable. Le président d'âge, débordé, applique la censure.

Les communistes refusent de quitter leur banc. Les huissiers essaient de les traîner hors de la salle de séance. Des députés d'extrême droite, dont certains vont devenir vichyssois et même collaborateurs, se ruent sur eux et les frappent. Le spectacle d'une foule déchaînée est lamentable. Celui de parlementaires hors d'eux contre quelques-uns est proprement hideux. Le Petit Parisien du 10 janvier décrit la scène : les questeurs se dirigent vers l'extrême gauche et parlementent avec les quatre communistes, et les invités à se retirer ; ces derniers restent sourds à leurs appels. L'Assemblée procède elle-même à leur expulsion, à laquelle les socialistes prêtent leur aide aux accents de la Marseillaise.

Dans le compte rendu de la séance du Journal officiel de janvier 1940, on ne trouve aucune trace de ce triste et lamentable incident. Je n'ai pas trente-trois ans. Je viens d'avoir la plus cruelle déception de ma vie.

Les communistes se sont remis en approuvant le pacte Hitler-Staline, et les amis d'Otto Abetz, les futurs collaborateurs, se sont déchaînés contre eux, au nom du patriotisme. Quelle tristesse ! Quelques jours après, l'Humanité adressera ses plus chaleureuses félicitations aux quatre députés qui ont refusé de s'associer aux fauteurs de guerre, à « Daladier la terreur » et à la guerre impérialiste. Après cette triste séance,

un groupe de députés communistes rendra public son désaccord avec le parti et condamnera sans réserve le pacte Hitler-Staline. Ce sont Barail, Langumie, Darius, Le Corre, Honel, Loubradou, Benenson. L'Humanité les dénonce comme mouchards, lâches et arrivistes.

Le gouvernement propose la déchéance des députés communistes, sauf de ceux qui se sont désolidarisés en temps utile de la politique de leur parti. Ce projet va être présenté devant la Chambre le 16 janvier. La commission du suffrage universel se réunit aussitôt, et elle désigne comme rapporteur Georges Barthélemy (1), maire de Puteaux. Choix regrettable. Barthélemy n'a pas la confiance du Parti socialiste. C'est un violent et il est animé par un anticommunisme primaire. Non seulement il accepte le rapport, mais il aggrave le projet du gouvernement. Le groupe socialiste est très réservé. Par 60 voix contre 38, il décide de le voter. Le débat a été très animé. La minorité, dont je suis, comprend Vincent Auriol, Marius Moutet, Jules Moch, Georges Monnet, André Philip et Léon Blum. Cette minorité n'est pas hostile au prin-

cipe de la déchéance, mais la subordonne à une instruction préalable sur l'attitude des communistes et à leur condamnation éventuelle.

« Des noms ! »

Léon Blum nous appuie : dans le Populaire du 13 janvier, il avait condamné ce texte qui est contraire à l'esprit républicain. Au cours de la discussion au Sénat, Marx Dormoy avait souligné le cas des députés mobilisés, et il avait ajouté, avec beaucoup d'émotion : « Vous voyez des croix de bois avec cette inscription « Mort pour la France et exclu du Parlement français » ? » Ce qui n'empêchera pas, quelques jours après, le Parti communiste d'affirmer, dans un tract clandestin, que Léon Blum et Marx Dormoy sont à l'origine de ce texte.

La discussion est ouverte en séance publique, dans une atmosphère de folie où l'indignation s'élève devant la trahison du Parti communiste pour certains d'entre nous se voient des arrière-pensées de ceux qui ne rêvent que de se

domadaires parisiens. » Tout le monde a compris. Il s'agit de Gringoire et de Je suis partout, où, comme par hasard, l'antisémitisme joue le rôle principal.

Ensuite, c'est Ludovic Oscar Frossart qui monte à la tribune. C'est un véritable tribun, très écouté, très applaudi, il fait l'historique de la dictature russe. Il sait de quoi il parle. Il fut un des premiers à adhérer au Parti communiste français en 1920. Il n'y resta pas longtemps. Il affirme que le bolchévisme a abaissé l'homme et l'a asservi. Il dénonce la trahison stalinienne. Devez, communiste, tient à se désolidariser de l'attitude de trahison du parti auquel il appartient.

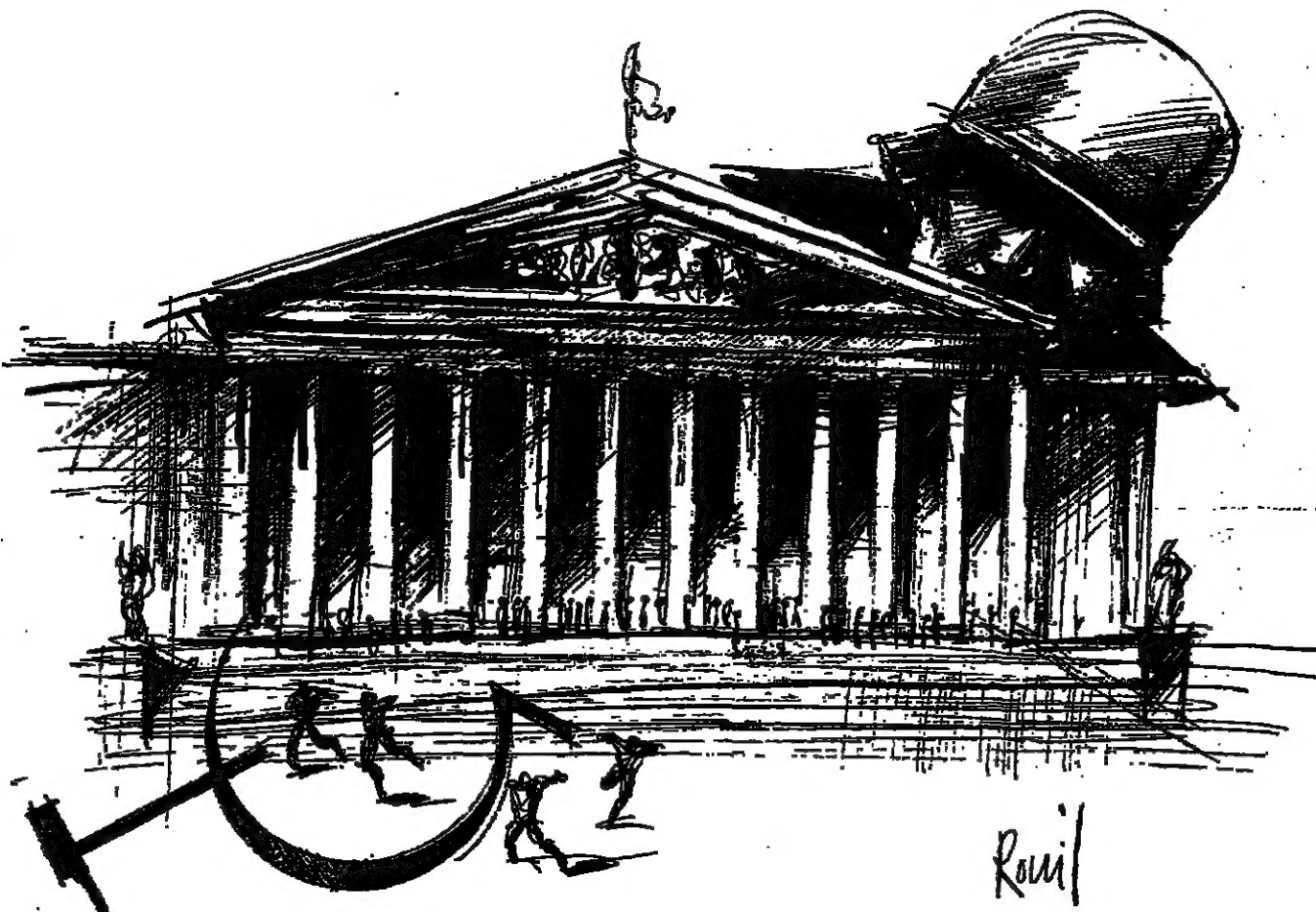
Finalement, la déchéance est votée. Il est 10 heures du soir. 521 voix contre 2. Les communistes dissidents se sont abstenus.

Je ne regrette pas d'assister pour la dernière fois à cette séance. Le député, élu de la Dordogne, communiste, qui, le premier avec Saussoit, autre député de la Dordogne, a levé l'étendard de la révolte contre les staliniens français.

Il prend la parole, et dans une intervention très émouvante, il évoque le drame de sa conscience. C'est un renégat pour les siens, un suspect pour les autres.

« Je sais, dit-il, combien peut être délicate la situation à cette tribune d'un homme qui a appartenu à l'ex-Parti communiste ; son destin, en effet, est de subir deux épreuves contraires : pour d'aucuns, il est un renégat ; pour d'autres, il est un suspect. Depuis des mois, une propagande souterraine nous accable d'injures et de promesses de régressions de comptes, et il nous est matériellement impossible de répondre. »

Après avoir cité Staline, Thorez et Duclos, Loubradou continue : « Aujourd'hui, alors que la Pologne est dépecée, alors que l'héroïque Finlande, debout jusqu'au dernier de ses ouvriers et de ses paysans, fait face à l'envahisseur, voici qu'on entend les champions de la paix ! On exploite avec fureur les sentiments naturellement pacifiques du peuple. On joue les Sabines ! On se rue aux mors des chevaux ! On a allumé de vertigineuses flammes, et on se transforme en sapeurs-pompiers ! On ne dit plus : l'Al-



L'armée soviétique est entrée en France

Une fois de plus, les Français avaient eu à subir l'invasion étrangère. Cette fois, ce n'était pas l'armée allemande qui envahissait le territoire, mais l'armée soviétique. Les soldats soviétiques, accompagnés de leurs familles, étaient entrés en France à la fin de la guerre. Ils avaient été accueillis avec une certaine curiosité, mais aussi avec une certaine méfiance. Les Français ne savaient pas grand-chose sur ces soldats venus d'un autre pays, d'une autre culture. Ils les voyaient marcher en rangs, portant des uniformes étranges, avec des armes à la main. Ils les voyaient aussi vivre dans des tentes, manger de la soupe, et parler une langue qu'ils ne comprenaient pas. Mais, peu à peu, ils ont appris à les connaître. Ils ont découvert que ces soldats étaient des hommes comme eux, avec des familles, des amis, et des rêves. Ils ont aussi découvert que ces soldats étaient des héros, des hommes qui avaient sacrifié leur vie pour la liberté de leur pays. Et, finalement, ils ont appris à les respecter, et à les aimer.

M. Mitterrand : « très difficile » pour...

Le président de la République, François Mitterrand, a déclaré que la situation politique en France était « très difficile ». Il a souligné les défis que la France devait relever, notamment en matière de sécurité et de développement économique. Il a également évoqué la nécessité de renforcer la coopération internationale pour faire face aux menaces du monde.

BIBLIOGRAPHIE

Pour mieux connaître l'URSS et ses marches
« Histoire de l'Union soviétique » de Georges Lénine, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Langelier. 1989, 120 pages, 15 F.
« Les voyages de Lénine » de Jean-Pierre Langelier. 1989, 120 pages, 15 F.
« Lénine et la révolution » de Jean-Pierre Langelier. 1989, 120 pages, 15 F.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MOULOU
HAMROUCHE

PREMIER MINISTRE ALGERIEN

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec Jean-Pierre LANGELEUR
et Jean-Louis GUERIN (Le Monde)
Pierre-Marie CHRISTIN
et Jean-Benoît VIGNON (RTL)

« L'Armée soviétique est entrée en France »
« M. Mitterrand : « très difficile » pour... »
« BIBLIOGRAPHIE »
« Pour mieux connaître l'URSS et ses marches »

URSS : l'intervention en Azerbaïdjan

L'armée soviétique est entrée en force à Bakou

Suite de la première page

Cont vingt minutes avaient été accordées aux dirigeants du Front pour lever tous leurs dispositifs, faute de quoi ordre serait donné à la troupe d'employer la force pour reprendre le contrôle de Bakou.

Dès cet instant, les choses étaient jouées. L'affrontement était inévitable, car il n'était plus question de faire marche arrière, ni d'un côté ni de l'autre. Quand bien même les dirigeants les plus modérés du Front auraient souhaité opter pour la temporisation, ils n'auraient pas pu l'imposer aux plus radicaux. Quant au pouvoir central, il ne pouvait plus reculer, car il ne faisait plus face, depuis deux jours déjà, à un affrontement entre communautés nationales mais à un défi indépendantiste qui était en train d'imposer par la violence une sécession de fait. Or, autant M. Gorbatchev peut s'en tenir au dialogue et aux marchandages politiques quand les pays baltes marchent vers l'indépendance par le chemin des élections et de la légalité, autant il ne peut céder à la violence, sans à abdicquer immédiatement. La première salve d'avertissements avait donc été lancée jeudi soir avec la publication du communiqué de l'agence Tass sur les « mesures résolues » demandées par « l'opinion publique soviétique ». Puis il y avait eu, vendredi matin, l'avertissement lancé dans les colonnes de la Pravda par le parti, le gouvernement et le Parlement — bref par M. Gorbatchev : « Cela ne peut pas durer (...). Toutes les mesures indispensables seront adoptées ».

En fin de matinée, M. Gorbatchev montait en première ligne pour dénoncer personnellement l'apparition en Azerbaïdjan de forces « appelant à la sécession et à la constitution d'une république islamique ». Rien ne bougeait pour autant à Bakou et, d'heure en heure, les nouvelles données par l'agence Tass, par les Izvestia, qui sont diffusées l'après-midi, et par le journal télévisé du soir surtout, se sont faites de plus en plus alarmistes. On apprend non seulement le maintien poursuivi du siège du Comité central, mais aussi l'extension de la grève qui empêche tous les journaux de sortir, l'interruption des émissions de la télévision azérbaidjane, l'occupation d'un avion, sur l'un des aéroports de Moscou, par des réfugiés arméniens qui ne veulent pas en descendre sans l'assurance qu'on leur fournira un logement, l'augmentation constante du nombre de ces réfugiés — plus de treize mille personnes maintenant et la disparition, surtout, de toute frontière entre l'Azerbaïdjan et l'Iran.

Tass parle d'un millier d'Iraniens ayant illégalement pénétré en URSS, de nouveaux mouvements dans l'autre sens et de la présence, en grand nombre, de femmes et d'enfants parmi ces groupes qui passent d'un pays à l'autre en ignorant totalement les gardes-frontières. Les Izvestia décrivent une frontière « désormais vulnérable sur des dizaines de kilomètres », avec des barrières défoncées, des grillages décapés et des « émeutes », jeudi et vendredi, au cours desquelles plusieurs

postes ont été attaqués, des dépôts d'armes pillés et même des ponts jetés sur l'Araxe, fleuve qui sépare les deux pays. Le quotidien indique dans cet article que les tentatives de faire passer des armes par la frontière « se poursuivent » et que les « préparatifs » en vue de l'arrivée d'un important chargement sont en cours. Vrai ? Faux ? Partiellement vrai, en tout cas, et les Izvestia rapportent sur leur lancée que les journalistes de la presse centrale sont maintenant attaqués dans les rues de Bakou comme représentants du pouvoir central et que les responsables du maintien de l'ordre refusent de leur parler au téléphone, car les conversations sont écoutées par les nationalistes.

Un échec
A Bakou, ce n'est plus le KGB qui écoute les opposants mais l'armée et la veille de l'Étoile rouge, organe du ministère de la défense, racontait tranquillement, comme la chose la plus normale du monde, la tournée en campagne d'une patrouille militaire placée sous la protection du Front populaire. Pour circuler en sécurité, il fallait un laissez-passer du Front et les journalistes de Moscou avaient fini par s'en faire délivrer !

La capitale de l'Azerbaïdjan n'était déjà plus en situation de double pouvoir. Comme Lenkoran, autre ville de la république dont les autorités ont été purement et simplement démissionnées par la section locale du Front, le 11 janvier dernier, Bakou était dirigée par les nationalistes — par les diverses tendances du Front où se retrouvaient libéraux, fondamentalistes, intellectuels occidentalisés et chômeurs fanatisés.

Signé par M. Gorbatchev, le décret d'introduction de l'état d'urgence à Bakou justifie cette mesure par la nécessité d'assurer la « protection... des citoyens » et « d'éviter l'entrée de forces armées étrangères dans la zone d'État légal ». Tass ajoute de son côté que cette mesure avait été rendue indispensable par la « paralysie de la ville », les « appels au renversement du pouvoir soviétique » et le danger de voir s'installer une « justice sommaire ».

Quelques heures avant le début de l'opération, le pouvoir central avait dû revenir sur sa décision de faire appel à de jeunes réservistes qui venaient de terminer leur service. Dans trois villes au moins, Stavropol, Krasnodar et Rostov-sur-le-Don, cette décision avait en effet immédiatement provoqué manifestations et meetings de protestation et l'on a pu voir, vendredi soir à la télévision, des milliers de jeunes, qu'on ne donnerait pas leur fils, qu'on ne voulait pas d'un autre Afghanistan et que cela suffisait d'être traités d'« occupants ».

Il semble que le ministre de la défense, M. Izotov, ait per-

sonnellement supervisé les opérations de Bakou. Dans un seul des hôpitaux de la ville, l'hôpital Semashko, on faisait, samedi matin d'une centaine de morts et de très nombreux blessés. « Ils continuent d'arriver », déclarait en larmes un employé. Pour la première fois, le sang a coulé par suite d'une décision de M. Gorbatchev.

Pour la première fois, le secrétaire général n'a pas su ou pu — ou les deux — éviter le recours à la force. Sans doute n'avait-il plus le choix, mais c'est un échec pour lui car l'un des fondements premiers de sa démarche est qu'il faut résoudre les problèmes politiques par des moyens politiques, faute de quoi l'on ouvrirait l'URSS à un déchaînement généralisé de la violence.

Toute cette tragique semaine dans le Caucase est un échec de la perestroïka. Le plus grave qu'elle ait essayé jusqu'à présent.

BERNARD GUETTA

Le gouvernement décide de renvoyer les Turcs de Bulgarie

STOCKHOLM

La situation politique a changé en Bulgarie et un processus démocratique a été entamé. Parallèlement, on voit que les autorités ont reconnu les problèmes des minorités et que les habitants de souche turque ont recouvré leurs droits en ce qui concerne leur langue, leur nom et leur religion.

Devant le flot ininterrompu des demandeurs d'asile (une centaine par jour, la plupart précisément des Turcs), durant l'automne, en particulier dans les dernières semaines de 1989, le gouvernement bulgare avait décidé, à la mi-décembre (malgré le principe encore réaffirmé lors de la campagne pour les élections législatives de septembre 1988, qu'un pays dirigé par les sociaux-démocrates ne ferme pas ses portes), de réviser sa politique en matière d'accueil. L'infrastructure étant devenue nettement insuffisante.

Désormais, seuls les réfugiés répondant aux critères définis par l'ONU trouvent asile en Suède. Les Turcs de Bulgarie ont été classés par l'Office national de l'immigration « réfugiés de facto », car ils entrent dans la catégorie d'une « minorité ethnique qui se sent discriminée sans être réellement en danger ».

FRANÇOISE NIÉTO

Une crise gouvernementale a été évitée

RDA

L'Allemagne de l'Est a fait vendredi 18 janvier l'économie d'une crise gouvernementale. Une des formations de la coalition à direction communiste, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de RDA, a en effet décidé de rester pour l'instant au gouvernement malgré les tiraillements au sein de celui-ci.

Le président de la CDU, M. Lothar de Maizière, a déclaré que son parti avait « décidé à une large majorité de rester dans la coalition du gouvernement transitoire » du premier ministre communiste réformateur Hans Modrow. « Il faut conduire le pays aux élections libres » du 6 mai, a expliqué au cours d'une conférence de presse M. de Maizière qui est vice-premier ministre chargé des questions religieuses. La CDU compte 3 postes sur 28 dans le gouvernement Modrow, dont les postes

ciels sont détenus par le parti communiste.

M. de Maizière a toutefois indiqué que la CDU travaillerait pour que le parti communiste ne participe plus au gouvernement du pays après les élections. Il a ajouté : « J'espère que la CDU de RFA [qui avait appelé son homonyme de l'Est à quitter le gouvernement] comprendra notre position ». Plusieurs hauts responsables de la CDU de l'Est avaient déclaré ces derniers jours que le parti, soumis à une intense pression de la base, allait quitter le gouvernement.

Le président du SED-PDS a déclaré par ailleurs qu'une dissolution du parti ne ferait qu'accroître l'instabilité dans le pays. « Le parti a une véritable possibilité de survivre s'il se renouvelle de façon encore plus radicale que ces dernières semaines », a déclaré M. Gysi. La dissolution du SED-PDS avait été réclamée par plusieurs courants au sein du parti. Dans un texte remis à la presse, les signataires estimaient que le Parti communiste n'avait pas réussi à opérer la « transformation fondamentale » décidée lors de son congrès extraordinaire, les 16 et 17 décembre dernier. Le président du parti devait se réunir samedi à Berlin-Est. — (AFP.)

« Conduire le pays aux élections libres »

L'ancien dirigeant social-démocrate Herbert Wehner est mort vendredi 19 janvier à Bonn, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il avait dirigé le groupe SPD au Bundestag de 1969 à 1983, après avoir été ministre des affaires intérieures, de 1966 à 1969, dans le gouvernement de grande coalition CDU-SPD du chancelier Kurt Georg Kiesinger.

BONN

de notre correspondant

C'était plus qu'un homme politique, c'était une institution. Herbert Wehner, l'homme à l'étonnante pipe rive au coin gauche de sa bouche, à l'éloquence destructrice pour ses adversaires, a marqué la vie politique et parlementaire de la République fédérale d'une manière plus profonde peut-être que d'autres politiciens allemands plus connus que lui à l'étranger.

Homme d'appareil, faiseur et défaiseur de rois, admiré et craint de ses amis comme de ses ennemis, il incarnait une social-démocratie dont les racines plongent dans le tissu industriel allemand et dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Herbert Wehner était un pur Saxon : il était né à Dresde le 11 juillet 1906, d'un père cordonnier et social-démocrate, qui, comme beaucoup, se retrouva au chômage pendant les années 20. Engagé très jeune dans les Jeunesses socialistes, il quitta le SPD pour rejoindre le Parti communiste en 1927, en réaction à l'envoi de l'armée en Saxe pour réprimer les

révoltes ouvrières par le gouvernement soutenu par les sociaux-démocrates. En 1930, il est élu député au Landtag (Parlement régional) de Saxe.

Après la construction du mur de Berlin le 13 août 1961, il défend sans relâche l'idée de la mise sur pied d'un gouvernement de « grande coalition » avec les chrétiens-démocrates. Celui-ci deviendra une réalité après les élections législatives de 1966. Dans le gouvernement de Kurt Georg Kiesinger (CDU), où M. Willy Brandt était ministre des affaires étrangères et vice-chancelier, il occupait le poste de ministre des affaires intérieures, ce qui le mettait en contact direct avec nombre de ses anciens camarades qui détenaient maintenant le pouvoir à Berlin-Est. Il s'attacha discrètement dans cette époque de guerre froide à tisser des liens avec l'autre côté pour obtenir la libération de prisonniers politiques.

Après la victoire du SPD aux élections de 1969, il quitta le gouvernement, en désaccord avec un Willy Brandt bien décidé à conclure un pacte de gouvernement avec les libéraux. Il joue alors un rôle-clé comme chef du groupe parlementaire SPD au Bundestag, critiquant en coulisse un chancelier Brandt qu'il accusait de « manque de caractère ». L'affaire Guillaume, cet espion est-allemand infiltré dans l'entourage du chancelier, lui donne l'occasion en 1974, de précéder la chute de Willy Brandt et d'installer à sa place un homme avec lequel il avait plus d'atomes crochus : Helmut Schmidt. Le remplacement de ce dernier, en octobre 1982, par Helmut Kohl marque aussi la fin de la vie politique d'Herbert Wehner.

LUC ROSENZWEIG

M. Mitterrand : une période « très difficile » pour M. Gorbatchev

Budapest (AFP). — Le président Mitterrand a estimé, vendredi 19 janvier, à Budapest, que M. Mikhaïl Gorbatchev devait affronter actuellement une période « très difficile » et qu'il convenait de lui « faciliter la tâche ». Il a, d'autre part, plaidé en faveur d'un « statut des minorités » qui ne tienne pas aux frontières mais reconnaisse le « droit des populations ».

Interrogé lors d'une conférence de presse, à la fin de la visite de

deux jours qu'il vient de faire en Hongrie, le chef de l'Etat français a déclaré : « Je pense que c'est très difficile [pour M. Gorbatchev]. C'est une raison supplémentaire de faciliter sa tâche. Les problèmes des nationalités ne paraissent pas pressants encore que les problèmes économiques. Le rôle de l'URSS est d'assurer la paix entre les ethnies qui s'opposent et de préserver la paix par des moyens pacifiques. Je souhaite que les ethnies menacées puissent être protégées par la puissance publique. Je souhaite qu'elle y parvienne ».

Après avoir, il avait indiqué que le problème des minorités pourrait être réglé, dans le cadre de son projet de confédération européenne, par une « organisation européenne qui disposerait de règles communes dont une règle concernant le sort des minorités ». « Un statut des minorités pourrait permettre, sans s'en prendre aux frontières, de reconnaître le droit des populations », avait-il ajouté.

ROUMANIE

Procès en préparation pour trente-trois anciens dirigeants

Trente-trois dignitaires et membres du clan Ceausescu sont actuellement détenus et font l'objet d'une procédure judiciaire, a indiqué le procureur général de Roumanie, George Robu, dans une interview publiée vendredi 19 janvier par le quotidien Adevartul. Trente et un d'entre eux étaient membres du comité politique exécutif de l'ancien Parti communiste roumain, dont Nicolae Ceausescu, l'un des fils du dictateur. Zoe et Valentin Ceausescu, deux autres enfants de Nicolae et Elena Ceausescu, qui ne sont pas considérés par la justice roumaine comme des dirigeants, sont également du nombre.

Parmi les détenus, dont tous les noms sont cités, on relève Emil Robu, homme de confiance du couple exécuté, Tudor Postolache, ex-ministre de l'Intérieur, Ion Dima, premier vice-premier ministre, George Opres, frère de Nicolae Ceausescu et son accompagnateur lors du voyage en Iran avant l'insurrection, Barbu Petrescu, ex-ministre de Bucarest, Ion Totu, ex-ministre des affaires étrangères, et George Pana, responsable de la « systématisation des villages ». — (AFP.)

POLOGNE

Le gouvernement estime que le retrait des troupes soviétiques n'est pas à l'ordre du jour

Le gouvernement polonais a pris ses distances, vendredi 19 janvier, à l'égard du président de Solidarité, M. Lech Walesa, qui, la veille, avait souhaité le départ des troupes soviétiques stationnées en Pologne (Le Monde du 20 janvier).

M^{me} Malgorzata Nizakowicz, porte-parole du gouvernement, a déclaré au cours de sa conférence de presse hebdomadaire : « Lech Walesa a fait cette déclaration en son propre nom. Le gouvernement, quant à lui, ne soutient pas cette question pour le moment ».

Le gouvernement polonais, contrairement à ceux de Tchécoslovaquie et de Hongrie, ne compte donc pas accepter les quatre millions à sept millions de réfugiés que souhaitent mille hommes stationnés sur son territoire. La prudence du gouvernement Mazowiecki s'explique, estiment les observateurs, par le contentieux entre la Pologne et l'Allemagne à propos des anciens territoires allemands reconquis par les Polonais en 1945, alors que se dessine une réunification allemande. — (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Pour mieux connaître l'URSS et ses marches

A l'heure des bouleversements qui secouent le monde socialiste, deux revues viennent de publier des numéros spéciaux qui apportent une documentation sérieuse et précieuse à tous ceux qui souhaitent aller un peu plus en fond des choses.

La revue trimestrielle de géographie et de géopolitique Hérodote (1) a publié sous le titre Les marches de la Russie, un épais volume d'études recouvrant ainsi bien les Républiques baltes que l'Ukraine, la Moldavie ou les diverses faces du Caucase.

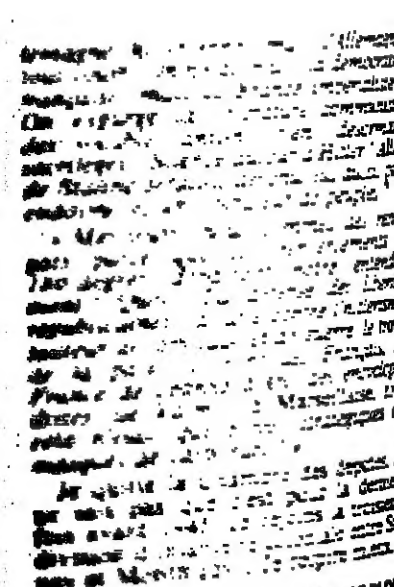
De son côté, la revue Historiens et Géographes (2), a consacré deux numéros à l'Union soviétique ; le premier, à l'orientation plutôt économique, contient plusieurs articles sur l'agriculture, l'industrie, mais aussi sur le Caucase et l'Asie centrale. Le second numéro est davantage axé sur les problèmes politiques, de société et de nationalités.

S. K.

(1) Hérodote : Les marches de la Russie, n° 54-55, 150 F. Ed. La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris. Tél. : 46-33-41-16.

(2) Historiens et Géographes, n° 323 et 325, 45 F. chaque ; Revue de l'association des professeurs d'histoire et de géographie, BP 49, cedex 02, 75060 Paris. Tél. : 42-33-12-08.

GRANDE-BRETAGNE : le challengeur de M^{re} Thatcher désigné par la section locale. — Sir Anthony Meyer, le député qui s'était porté candidat début décembre à la direction du Parti conservateur contre M^{re} Thatcher, n'a pas été désigné vendredi 19 janvier par sa section locale pour représenter les conservateurs de son parti aux prochaines élections législatives, prévues au plus tard au cours du premier semestre de l'année 1992. — (AFP.)



DIPLOMATIE

Devant les chefs d'état-major réunis à Vienne Le général Schmitt a évoqué la réduction des forces armées françaises

La première partie du séminaire des chefs militaires de l'Est et de l'Ouest s'est achevée jeudi 18 janvier à Vienne. Deux sessions complémentaires doivent réunir leurs subordonnés directs dans la capitale autrichienne, sur des sujets plus techniques. Elles prendront fin le 5 février.

VIENNE

de notre envoyé spécial

Sous le couvert d'un forum consacré à un exposé rétrospectif de leurs doctrines de défense, les chefs d'état-major des armées, des trente-cinq États membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont en réalité, trois jours durant, à Vienne, beaucoup parlé des mesures de désarmement dans leurs pays respectifs.

A ce séminaire sans précédent, fermé à la presse, dans le palais Hofburg (siège du congrès de Vienne qui refit la carte de l'Europe en 1815), même le chef d'état-major français, le général Maurice Schmitt, a dû se mettre au diapason au nom d'un pays qu'on accuse souvent de se tenir à l'écart des mesures de désarmement.

« Certains concepts comme la suffisance ou la posture défensive, qui sont à la base de la doctrine française, a expliqué le général Schmitt, sont aujourd'hui repris par tout le monde en Europe. » A l'appui de sa thèse, il a cité la décision de la France de réduire ses effectifs militaires de 50 000 hommes entre 1980 et 1990 (soit 12 %), le fait que les divisions blindées françaises ne comptent que 200 chars (quand les divisions soviétiques en comptent de 320 à 250 avec les limitations en cours), ou encore le nombre de chars français (au total, 1 400), alors que l'Union soviétique en compte aujourd'hui 61 000 face aux 22 000 à 23 000 de l'Allemagne fédérale.

A ce jour, les états-majors français avaient une tendance naturelle à considérer plutôt ces réductions comme autant d'amputations graves de leur potentiel opérationnel, qu'ils mettaient au passif de l'action gouvernementale. Ils s'évertuent maintenant, à l'instar de ce qui se passe ailleurs en Europe avec les négociations de

Vienna, à présenter ces réductions comme autant de preuves de la « dynamique nouvelle » dans laquelle la France est décidée à s'engager.

En proportion, nous avons fait plus que vous, a dit en substance le général Schmitt au général Mikhaïl Moïseïev, le chef d'état-major soviétique, qui s'était déplacé à Vienne en dépit de ses préoccupations dans le conflit entre Azerbaïdjan et Arménie. On dit que le général Moïseïev, qui reçoit en avril prochain son homologue français en visite officielle à Moscou, en a pris note.

Pour sa part le général Anton Simak, le chef d'état-major tchécoslovaque, a émis le vœu que 30 % à 50 % des 80 000 Soviétiques en Tchécoslovaquie aient quitté son pays en juin, lors des prochaines élections, et que le reste suive avant la fin de l'année, malgré les problèmes logistiques et familiaux qu'un tel départ entraîne. Le chef d'état-major hongrois, le général Laszlo Borits, a souhaité que les 50 000 Soviétiques qui demeurent encore en Hongrie aient plié bagage « aussitôt que possible », c'est-à-dire dès la fin de cette année ou, au plus tard, en 1991.

Pour sa part, la RDA a fait cavalier seul : l'un de ses représentants, le général Rolf Lehmann, a expliqué que le gouvernement allemand n'exigeait pas un retrait total des troupes soviétiques parce que, dans le contexte actuel, la RDA ne serait pas en mesure de faire front seule à une attaque dont il a dit qu'elle ne viendrait pas de l'Allemagne fédérale.

De tous les alliés de l'URSS, c'est la Pologne qui est apparue le plus acquiescente à la transparence. Son chef d'état-major, le général Josef Uzycki, a remis à ses interlocuteurs un document « à l'occidentale » détaillant, jusqu'au niveau du régiment, le dispositif militaire en place dans son pays.

« A l'Est, a estimé le général Schmitt, il y a des évolutions qui vont dans un sens que nous opposons de nos vœux depuis longtemps. » Mais, partisan d'une alliance atlantique renforcée face à un pacte de Varsovie qui connaît des querelles de famille, le chef d'état-major français conclut : « Ce n'est pas parce que des voisins de parler divorcent que l'on doit être obligé d'en faire autant. »

JACQUES ISNARD

M. Jean-Louis Roy a pris ses fonctions à l'Agence de coopération culturelle et technique

L'ancien journaliste et diplomate québécois Jean-Louis Roy (1), élu secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique à la conférence francophone d'Ottawa en décembre, a pris ses fonctions pour quatre ans, jeudi 18 janvier à Paris, siège de l'ACCT.

Fondée il y a vingt ans et comptant aujourd'hui quarante et un membres depuis la récente admission de Madagascar et de la Guinée-Equatoriale, l'Agence, qui est désormais associée à la préparation des sommets francophones et à l'application de leurs décisions, a peut-être enfin trouvé une véritable raison d'être. Pour « dynamiser la famille francophone », M. Roy veut donner à son organisation une plus grande visibilité, assortie d'actions bénéficiant directement au public. Dans ce but, les ministres francophones de la culture se réuniront, cette année, à Liège et ceux de l'environnement, début 1991.

En attendant, l'ACTT va se mobiliser pour participer à la reconstitution de l'importante sec-

tion française de la Bibliothèque nationale, incendiée en décembre à Bucarest. L'Egypte, qui est membre de l'Agence, a proposé que la Roumanie, où l'on dénombre plus de 5 millions de francophones — selon un récent rapport du Quai d'Orsay — soit prochainement invitée à l'Agence, d'une façon ou d'une autre, aux nations utilisant le français de manière privilégiée.

Pour mener à bien son plan de relance, M. Roy a nommé, dès jeudi, sa nouvelle équipe : le Français Jean-Marc de Comarmond s'occupera des sciences et techniques ; le Marocain Dries Kettani, des finances ; le Burundais Emlé Mwacha, de la culture et de la communication ; le Camerounais Gaston Payom, de l'éducation et de la formation. Le directeur de cabinet de M. Roy sera le Sénégalais Pape Sène, ancien conseiller du président Diouf.

En l'absence
de M. Decaux

Nombre de personnalités francophones présentes à la prestation de serment du nouveau secrétaire général se sont étonnées de l'absence de M. Alain Decaux, se souvenant que M. Roy a été élu contre la volonté de la France, qui avait soutenu le candidat belge. Selon le ministre de la francophonie, M. Decaux se trouvait, jeudi, en Autriche, et il avait été prévu « trop tard » pour être présent à Paris ce jour-là. M. Decaux avait toutefois adressé un message à M. Roy et le gouvernement français était représenté à la cérémonie par M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

□ Un diplomate suisse représentant spécial de l'ONU pour le Sahara occidental. — Un diplomate suisse, M. Johannes Manz, a été nommé vendredi 15 janvier représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, où les Nations unies tentent de mettre fin au conflit entre le Maroc et le Front Polisario. M. Manz, cinquante-deux ans, était directeur de l'administration et du service extérieur du département fédéral (ministère) des affaires étrangères. Il succède à M. Hector Gros Espiell, diplomate uruguayen, chargé du dossier du Sahara depuis octobre 1988 auprès de M. Javier Perez de Cuellar. — (Reuters.)

(1) M. Roy a récemment exposé ses idées dans un petit essai : *La Francophonie, émergence d'une alliance*. Ed. Hurtubise, Montréal, diffusé en France par Hatier, 135 p.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

M. Fayçal Hussein maintenu en garde à vue

Appréhendé vendredi 19 janvier, M. Fayçal Hussein, l'un des principales personnalités palestiniennes des territoires occupés, a été maintenu en garde à vue pour quatre jours par un tribunal de Jérusalem. M. Hussein est accusé par la police israélienne — qui avait demandé une garde à vue de quinze jours — d'avoir apporté un soutien financier à des nationalistes palestiniens (Le Monde du 20 janvier), ce dont il se défend.

L'arrestation du dirigeant palestinien a suscité une polémique en Israël, des protestations chez les Palestiniens et des critiques de la part des États-Unis. Se déclarant « surpris et troublé » par la nouvelle de l'arrestation de M. Hussein, le porte-parole du département d'État a estimé que « de telles mesures sapent la confiance des Palestiniens dans le processus de paix et contribuent à l'atmosphère de méfiance qui pré-

vaut » entre Israël et les Palestiniens. L'ambassadeur des États-Unis à Tel Aviv, M. William Brown, a, pour sa part, communiqué aux autorités israéliennes la « surprise et la déception » de son pays et leur a demandé des éclaircissements.

« Plus qu'une faute
une provocation »

A Paris, M^{me} Marie-Claire Mendès France, présidente du comité français du Centre international pour la paix au Proche-Orient, a déclaré qu'en arrêtant M. Hussein, le gouvernement israélien avait commis « plus qu'une faute, une provocation ». « M. Fayçal Hussein, Palestinien modéré de Jérusalem, pourrait être l'un des interlocuteurs d'Israël si les responsables israéliens voulaient vraiment négocier », a-t-elle ajouté. — (AFP, Reuters)

LIBAN

Grogne des médias des Forces libanaises contre le général Aoun

Le général Michel Aoun a critiqué, vendredi 19 janvier, l'évacuation par la police française de l'ambassade du Liban à Paris, mais il a estimé que cette mesure « n'affectera pas l'unité qui lie nos deux peuples ». Dans un communiqué en français remis à la presse, le général Aoun affirme que « cette évacuation brutale était prévisible, le gouvernement français ayant reconnu le gouvernement de l'occupation ».

Le général Aoun a d'autre part déchargé de ses fonctions l'ambassadeur du Liban en France, M. Fouad Turk, et décidé des poursuites disciplinaires contre lui après l'intervention de la police vendredi dans la chancellerie libanaise à Paris. M. Turk avait autorisé la police française à évacuer les sympathisants du général Aoun qui occupaient la chancellerie depuis le 11 janvier pour protester contre la nomination d'un nouvel ambassadeur par le président Elias Hraoui.

dont le général Aoun conteste l'autorité. La volonté du général Aoun d'imposer aux médias libanais son rejet du président Hraoui continue de provoquer la grogne de la presse de la milice chrétienne des Forces libanaises (FL). Deux journaux imprimés dans le « pays chrétien », *Al Bayrak* et *Al Dya*, ont déjà été suspendus. L'hebdomadaire des FL, *Al Massira*, a annoncé qu'il ne paraîtra pas samedi « conformément à la volonté de la presse libanaise » et « par respect des lois qui doivent être et non contraindre ». La radio des FL et celle du parti des Kataeb s'abstiennent, en signe de protestation, de diffuser des bulletins d'information. Le quotidien indépendant *Al Nahar* a décidé depuis mercredi de ne pas paraître, et les deux quotidiens — *Al Anwar* et *l'Orient-Le Jour* — ont été distribués vendredi dans le « pays chrétien » contre cinq habituellement. — (AFP)

AFRIQUE

TÉMOIGNAGE : « opérations d'assainissement » au Maroc

Les autorités provinciales de Casablanca ont lancé, il y a quelques jours, des rafles quotidiennes dans différents quartiers de la vieille médina qui doivent être démolies dans le cadre d'un nouveau plan d'aménagement de la ville. Selon la presse marocaine, les forces de l'ordre procèdent aux

vérifications d'identité des résidents et demandent à tous ceux qui, parmi eux, ne sont pas natifs de la ville, de regagner leurs lieux d'origine. Un journaliste français, qui a séjourné récemment au Maroc, nous a fait parvenir son témoignage sur le problème des bidonvilles dans ce pays.

La misère des bidonvilles, le drame de leur destruction

par Alain Lorne

« Les destructions de bidonvilles ? Une politique de la terre brûlée appliquée aux plus pauvres... » Juché sur un « mur de la honte » comme on en rencontre un peu partout à la périphérie des villes marocaines, Jawad, un enseignant de trente-neuf ans, lâche cette remarque comme une évidence.

Construit pour dissimuler des taudis, le mur ne cernait plus qu'un champ de terre rouge défoncé par les chenilles des pelleteuses. C'est ici, à quelques minutes du centre de Rabat, que les autorités exécutées par le développement anarchique des médinas et kasidirs (bidonvilles) ont lancé leur campagne de destruction au bulldozer. Au fil des mois, depuis l'été 1989, les faubourgs de Rabat, de Fès et tout récemment, de Meknès ont été « nettoyés », des centaines de barreaux situés le plus souvent à proximité des voies de chemin de fer et des routes fréquentées ont été évanouies et plusieurs milliers de personnes mises à la rue.

A plusieurs reprises, pendant les « opérations d'assainissement » généralement lancées sous surveillance policière, des manifestations spontanées d'expulsés ont eu lieu, suivies de dizaines d'arrestations. Malgré l'annonce, côté gouvernemental, du lancement du projet de développement urbain (PDU), financé par la Banque mondiale qui prévoit, notamment à Rabat, la création de 3 420 lots viabilisés, nombre d'« expulsés »

se sont recasés au gré des solidarités familiales.

Au Maroc, un million de personnes au bas mot sont logées à l'enseigne des *Kasidirs* ou *carianes* (carrières sommairement aménagées), sur trois axes de pauvreté qui traversent le pays : Tanger-Safi, Rabat-Kénitra-Meknès-Oujda et Casablanca-Khouribga-Beni Melal.

Les deux tiers des habitants des bidonvilles sont d'anciens fellahs victimes de l'exode rural. Le drame des bidonvilles marocains est, en effet, essentiellement un drame paysan, conséquence directe du boom démographique et des mauvaises récoltes. Selon des projections du Centre d'études et de recherches démographiques marocain, la marée démographique devrait porter la population au-delà des 31 millions d'habitants en l'an 2000, contre 20,354 millions officiellement recensés en 1982.

Plusieurs dizaines
de morts par choléra

Quant à la population rurale, qui représentait 57,4 % de la population globale en 1982, elle ne serait plus que de 44 % en l'an 2000, et certains responsables marocains redoutent déjà, en privé, que cela n'accroisse encore les difficultés matérielles et la malaise social à la périphérie des villes.

Tributaires d'une agriculture chroniquement déprimée, plusieurs milliers de fellahs qui vivaient du produit de leur lopin

ont été, au début de la décennie 80, durement frappés par quatre années quasi consécutives de sécheresse. Puits taris, flambée du prix du blé dopé par la spéculation qui a mis, de 1980 à 1984, le minimum alimentaire hors de portée des plus pauvres... la situation s'est aggravée de mois en mois. Le fellah a sollicité le marabout, multiplié les offrandes votives, rien n'y fait. Propriétaire à une époque, vagabond douze mois plus tard, réduisant à l'abandon le hameau assassiné par la sécheresse, pour les kasidirs déjà saturés.

Densité moyenne de la population à l'hectare dans les taudis : mille habitants. 25 % de la population urbaine y vit. Les gosses pataugent dans les allées transformées en marigots, car l'hiver il pleut. La promiscuité favorise la contagion sur des organismes fragilisés par la malnutrition. Selon des sources médicales, plusieurs dizaines de personnes sont mortes du choléra au cours des trois derniers mois, dans les bidonvilles. Sous la pression des médias de l'opposition réclamant une campagne de sensibilisation sur l'utilisation de l'eau afin d'éviter cette nouvelle flambée de la « maladie des mains sales », le ministre de la santé publique, M. Taleb Bencheikh, avait annoncé, le 8 novembre, quatre-vingts cas de choléra recensés depuis septembre 1989.

Les conditions de vie se seraient encore détériorées depuis les émeutes du 20 juin 1981, allumées par la misère et par l'augmentation constante du prix du késser (pain rond, aliment de base pour les plus pauvres), il n'y a ni revenu minimum d'insertion ni allocations. Ici, c'est le tabardo (marché noir) ou le tabasbi, la « débrouille » en argot casablancais, qui permettent aux jeunes sans emploi de survivre.

« Pas de retour au bled possible », estime Jawad. Dans les campagnes, les grands propriétaires fonciers ont bien souvent annulé le petit lopin déjà désintéressé sous l'action du morcellement successoral (huit enfants en moyenne par famille paysanne), la désertion ayant simplifié l'expropriation. Sept plaintes émanant de paysans d'El Jadida (côte atlantique), qui accusaient un notable d'avoir accaparé leurs terres, ont été publiées par la revue d'opposition *Attarak*. Ces doléances ont valu à son directeur une condamnation en appel à la mi-octobre. Réunie en congrès fin octobre à Oujda, l'insulte était montée au créneau pour dénoncer des « exactions et pressions » exercées par les agents de l'administration des eaux et forêts contre les petits paysans.

GABON

Les troubles continuent à Libreville

Plusieurs magasins, appartenant notamment à des ressortissants libanais, ont été pillés au cours de la journée du vendredi 19 janvier dans la capitale gabonaise. Après une matinée plus calme, les établissements scolaires étant fermés, la tension est remontée dans l'après-midi du fait de groupes incontrôlés que les forces de l'ordre n'étaient toujours pas parvenues, semble-t-il, à maîtriser.

Le chef de l'Etat gabonais, le président Omar Bongo, qui jusqu'à présent n'était pas intervenu, a fait, au cours de l'après-midi, une visite de la ville, accompagné d'éléments de la garde présidentielle.

Pour sa part, le premier ministre gabonais, M. Léon Mébiame, a annoncé vendredi soir que son gouvernement avait décidé d'interdire tout attroupement dans les rues de Libreville, de renforcer les contrôles d'identité et d'inviter la population de la capitale à demeurer chez elle à partir de 19 heures locales (18 heures GMT).

Le gouvernement a aussi démenti vendredi que cinq étudiants en grève aient été tués par la police lors des émeutes. Un diplomate en poste à Libreville a rapporté que la police avait tiré sur des étudiants jeudi, alors qu'une manifestation avait dégénéré en émeutes, avec bris de vitrines et pillages de magasins. Il n'a toutefois pu confirmer qu'il y ait eu des morts. — (AFP, Reuters.)

□ TUNISIE : Création d'un nouveau parti politique. — Un nouveau parti politique, le Parti du travail et de la justice, vient de se déclarer unilatéralement « légal ». Se fondant sur la loi relative à l'existence des partis politiques, il explique, dans un communiqué diffusé jeudi 18 janvier, que, n'ayant pas reçu notification d'un refus dans les délais légaux à la demande qu'il avait officiellement déposée en juillet dernier, il considère que celle-ci a été acceptée. Le parti, qui a pour devise « politique, travailleur, tunisien et national », se propose d'œuvrer notamment à « l'instauration de relations saines entre le travail et le capital ». Son bureau politique provisoire est dirigé par M. Khalifa Abid, ancien dirigeant syndical et ancien député. — (Corresp.)

**Le tournant
calédonien**
EDWY
PLENEL
**MOURIR
A OUVÉA**
ALAIN
ROLLAT
280 PAGES-89 F
LE MONDE/LA DÉCOUVERTE

Le FBI av

WASHINGTON

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

Le FBI av

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : l'arrestation du maire de Washington

Le FBI avait préparé le traquenard de longue date

WASHINGTON

de notre correspondant

A la guerre comme à la guerre, le FBI voulait à tout prix prendre Marion Barry le maire de Washington et à utiliser les grands moyens pour y parvenir. Contrairement à ce qu'on avait laissé entendre immédiatement après son interpellation en flagrant délit, jeudi 18 janvier, le véritable traquenard dans lequel est tombé le maire de Washington avait été préparé pour lui, et pour lui seul.

Instruits des habitudes de l'intéressé, et frustrés de n'avoir pas pu le « cocher » lors d'un précédent achat de drogue dans un hôtel, les policiers ont eu recours à une ancienne amie intime du maire, Marion Barry avait eu depuis des années des relations épisodiques avec elle, sur fond de consommation de crack. Amante de Marion Barry à Washington, Rasheeda Moore a téléphoné à plusieurs reprises au maire, l'engageant à venir lui rendre visite dans sa chambre de l'hôtel Vista. Le FBI occupait les deux chambres voisines, et avait dissimulé une caméra vidéo dans celle de « l'amie ».

Quand le maire est entré, il s'est trouvé en présence d'une autre jeune femme que Rasheeda lui a présentée. Selon le récit publié samedi par le Washington Post, une conversation s'est engagée et, au bout de vingt minutes, Marion Barry a manifesté l'envie de se procurer de la drogue. La jeune femme qu'il ne connaissait pas, et qui était un agent du FBI, s'est écriée puis est revenue avec une petite dose que le maire a payée et fumée. Les policiers ont alors fait irruption dans la chambre.

Posséder de la drogue est un délit passible d'un an de prison et de 5 000 dollars d'amende mais, dans la pratique, la justice, qui a d'autres chats à fouetter avec les



trafiquants et autres revendeurs, ne prononce qu'exceptionnellement des inculpations pour ce seul chef.

Marion Barry peut donc apparaître comme l'objet d'un acharnement particulier. Mais que le maire d'une ville ravagée par la criminalité liée à la drogue, un maire dont tout le monde savait peu ou prou qu'il se droguait lui-même, continue à échapper à la justice était apparemment devenu intolérable. Les États-Unis, après tout, sont « en guerre » contre la drogue, une guerre déclarée par le président Bush lui-même, qui a justifié l'en-

voi de vingt mille soldats au Panama pour se saisir du général Noriega.

Remis en liberté dès jeudi soir, le maire a comparu le lendemain devant le procureur, M. Barry, qui devra se soumettre chaque semaine à un test de détection de drogue, à fait savoir qu'il plaiderait non coupable. Il n'a pas démissionné — un éditorial sans surprise du Washington Post l'invite à le faire prestement — mais s'est contenté de confier ses tâches administratives quotidiennes à une adjointe. Pour le reste, il n'a pas descendu les livres,

saluant, avec sa prestance habituelle, la foule rassemblée devant le palais de justice. On l'a vu, mais aussi applaudi : « Ne t'en fais pas, Barry, a lancé un homme. Tu n'es pas fait pour mal que l'homme blanc n'en fait chaque jour. »

Amertume et colère

Le maire, on s'en doutait, peut encore compter sur le réseau de solidarité d'une partie des Noirs de Washington, de ceux du moins qui continuent à ne voir en lui qu'une victime de la « machination des Blancs ». Mais beaucoup, à l'inverse, ne sont pas prêts à lui pardonner le sort qu'il a fait à la cause des membres de sa communauté, en confortant le stéréotype « Noir égale drogué ». Et puis, il a menti, effrontément, ce qui aux États-Unis coûte beaucoup plus cher qu'ailleurs, et c'est pour cela, essentiellement, que son péché véniel fait figure de péché mortel, du moins pour son avenir politique.

Combien de fois n'a-t-il pas répété qu'il n'avait jamais touché à la drogue, y compris au cours de la tournée des écoles qu'il avait entreprise à l'automne dernier pour dissuader les enfants de céder à la tentation ? Vendredi, ce sont justement les enfants qui, en classe, ont longuement discuté de l'arrestation du maire : avec amertume, colère, et plus rarement indulgence. Certaines écoles ont fait « prier pour la ville ». Cette ville que le procureur a déjà désignée comme la « victime » à laquelle Marion Barry doit désormais des comptes.

JAN KRAUZE

La mort d'Arthur Goldberg ancien ambassadeur américain à l'ONU

Arthur Goldberg, qui occupa les fonctions de juge à la Cour suprême des États-Unis, secrétaire au travail et ambassadeur aux Nations unies, a été retrouvé mort sans doute d'une crise cardiaque — vendredi 19 janvier, dans son appartement à Washington. Il avait quatre-vingt-un ans.

Après avoir été le secrétaire au travail du président Kennedy, poste qu'il occupa entre 1961 et 1962, Arthur Goldberg avait été nommé à la Cour suprême, poste dont il démissionnera trois ans plus tard à la demande pressante de Lyndon B. Johnson, qui lui confia la tâche de remplacer à l'ONU l'ambassadeur Adlai Stevenson, brusquement décédé.

Arthur Goldberg accepta, et ce sera, dira-t-il plus tard, le « regret de sa vie ». En effet, il quitta les

problèmes d'une société américaine en pleine mutation, avec notamment la croisade pour les droits civiques entreprise par les Noirs, pour se retrouver plongé dans une politique vietnamienne que sa charge à l'ONU lui permettait peu d'appréhender. Forcé de se pencher sur la négociation de la paix et à la négociation une administration Johnson en pleine escalade au Vietnam, il tint trois ans à l'ONU, puis s'effaça pour devenir avocat dans un cabinet de New-York. En 1970, il sera battu par le républicain Nelson Rockefeller aux élections de gouverneur de New-York.

Né à Chicago et d'origine russe, Arthur Goldberg sera enterré au cimetière militaire d'Arlington.

SALVADOR

Détention provisoire pour les militaires impliqués dans le meurtre de jésuites

Un juge d'instruction salvadorien a ordonné, vendredi 19 janvier, la mise en détention provisoire de neuf militaires dans le meurtre de six prêtres de la Société de Jésus, le 16 novembre dernier à San Salvador. Huit d'entre eux

ont été transférés à la prison centrale de la police nationale, le neuvième étant actuellement en fuite.

Le principal inculpé, le colonel Guillermo Alfredo Benavides, directeur d'une école militaire, a été accusé par ses pairs d'avoir été l'instigateur de cette terreur, qui a en outre coûté la vie à deux femmes employées par les religieux.

Dans un document présenté à la presse par les autorités judiciaires, les accusés de la huitième compagnie du bataillon d'élite Atlacatl déclarent avoir été regroupés à l'école militaire Gerardo Barrios, où le colonel Benavides leur a signifié qu'ils seraient à accomplir une opération à l'Université centrale américaine (UCA), dirigée par les jésuites.

« Ce sont eux ou nous »

Selon l'un des inculpés, le lieutenant José Ricardo Espinoza, le colonel Benavides a expliqué à un groupe de militaires : « Dans la situation présente, c'est eux ou nous. Nous allons commencer par les jésuites. »

Le juge a pour sa part déclaré, dans un texte rendu public, qu'il « existe assez de preuves (...) permettant d'établir la participation du colonel Benavides » dans cette affaire.

Le nouveau recteur de l'Université centrale américaine (UCA) de San Salvador, le père Francisco Estrada, s'est félicité vendredi de la mise en détention préventive des militaires, tout en réclamant le châtiment des instigateurs de ces assassinats. — (AFP)

FREDERIC BOBIN

PÉROU : l'assassinat de deux touristes français

Parce qu'ils étaient blancs...

LIMA

de notre correspondant

«... Nous étions les seuls Blancs dans le train [le train le plus haut du monde, reliant Lima à Cerro-de-Pasco]. On nous montrait du doigt », écrivent dans leur journal de bord, début janvier, Christophe Berthelot et Stéphane Marino, les deux touristes français qui avaient débarqué à Cuzco, début novembre, pour découvrir l'Amérique latine et qui ont été assassinés samedi 13 janvier au Pérou.

« Nous partions à Ayacucho, fief des maoïstes du Sentier lumineux. Il se peut que nous les rencontrions en chemin. On dit que ça peut être dangereux, mais c'est le meilleur moyen pour arriver à Cuzco... ». Le car qu'ils avaient emprunté, a été intercepté à mi-chemin entre Ayacucho et Cuzco, par une centaine de gamins de douze à quinze ans, membres du Sentier lumineux. D'autres camions étaient déjà stationnés au bord de la route. Tous les passagers furent sommés de se rassembler pour écouter une conférence classique hermique sur la guerre populaire, qui s'acheva par la terrible sentence : « Les

étrangers ne doivent plus venir dans cette région parce qu'ils s'abreuvent du sang du peuple. » Christophe Berthelot et Stéphane Marino séparés du groupe et exécutés.

Parce qu'ils étaient blancs. Blancs comme les Pishacos, ces vampires de l'époque coloniale qui étaient censés extraire la graisse des Indiens pour l'exporter dans la mère patrie, si l'on en croit un vieux mythe indien. Un mythe que le Sentier a, semble-t-il, dépourvu de réactualisé, pour obliger les communautés indiennes à plus d'autarcie.

Il y a juste un en deçà, des alpinistes suisses avaient été détenus par une colonne du Sentier dans le Callejon de Huaylas et avaient reçu ce message : « Nous ne voulons plus voir un seul étranger. » En mai, un touriste anglais était assassiné dans la même région, puis un Autrichien à Pucallpa. En décembre dernier, c'était le tour d'un Australien et d'un Néo-Zélandais, à Pucallpa, près d'Ayacucho. Après s'être attaqués aux coopératives étrangères, le Sentier se montre donc décidé à ne plus tolérer de touristes dans « ses territoires ».

NICOLE BONNET

Océanie

PAPOUASIE — NOUVELLE — GUINÉE

L'Australie n'exclut pas d'intervenir à Bougainville pour protéger ses ressortissants

CANBERRA

de notre correspondant

La situation s'est brutalement dégradée sur l'île de Bougainville où la guérilla séparatiste tient en échec depuis plus d'un an les forces armées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Coup sur coup des commandos de l'armée révolutionnaire de Bougainville ont lancé un raid sur un poste de police, attaqué une prison, dont ils ont libéré les détenus, et ouvert le feu sur le personnel de la mine de Panguna, la plus grande mine de cuivre à ciel ouvert au monde. Cette nouvelle vague d'aggravations a fait neuf morts et dix-huit blessés, dont deux Australiens. Cela porte à une soixantaine de tués le bilan

de ces troubles, qui ont éclaté à la suite d'un litige foncier entre la société australienne Bougainville Copper Ltd (BCL) et les clans propriétaires coutumiers du site.

Pour la première fois depuis le début de la crise, l'Australie commence à prendre l'affaire très au sérieux. Le ministre des affaires étrangères, M. Gareth Evans, en visite à Port-Moresby afin de négocier avec le gouvernement papou le renforcement de la coopération économique et militaire, a déclaré qu'« une intervention militaire australienne ne pouvait plus être exclue si la sécurité de nos ressortissants venait à se trouver en danger ». Un millier d'Australiens résident à Bougainville et leur évacuation est à l'étude à Canberra.

L'inquiétude de l'Australie est d'autant plus vive que l'insurrection de Bougainville a lourdement grevé les comptes de l'économie papoue, hypothéquant la stabilité à terme d'un pays qui constitue un verrou essentiel de son dispositif de défense. La paralysie de la mine de Panguna a provoqué la chute de 40 % des revenus à l'exportation de 20 % du kina, la monnaie nationale. Les observateurs australiens redoutent en outre que ces troubles n'aient un effet de contagion sur d'autres régions du pays où les rapports entre propriétaires coutumiers et sociétés minières sont déjà tendus.

FREDERIC BOBIN

DIEU et le big bang

Trinh Xuan Thuan

La mélodie secrète



... et l'Homme créa l'univers

Fayard le temps des sciences

390 p.

160 F.

Cette mélodie secrète, c'est le message qui nous vient du fond de l'univers, à des milliards d'années-lumière de distance. Mais si ce message était justement qu'il y a eu un créateur ? Pour le professeur Trinh Thuan, il faut sauter le pas. A l'instar de Pascal, il parie pour Dieu.

Paris-Match.

La cosmologie est à la mode ? Sans doute. La mélodie secrète vient à point nommé pour nous rappeler que cette science complexe, en pleine évolution, peut également se rendre accessible aux non-initiés, et les embarquer alors pour le plus beau des voyages.

Catherine Vincent, Le Monde.

L'astrophysicien Trinh Xuan Thuan observe le cosmos avec émerveillement, et parie sur l'existence de Dieu... Admirable Mélodie secrète, modèle de vulgarisation intelligente et accessible.

Philippe Cusin, Le Figaro.

FAYARD

Le tournant calédonien

EDY RENE

MOURIR A OUVÉA

ALAIN ROLAT

280 PAGES - 89 F

LE MONDE LA DÉCOUVERTE

La crise de l'enseignement est qualitative

PHILIPPE BROUSSARD

[illegible]

La deuxième édition du Salon international des musées et des expositions se tient au Grand Palais

D. H.

« Mais ils sont déjà chez nous. En 1988, parmi les films étrangers diffusés sur le territoire d'Union soviétique, 55 % venaient des États-Unis. » M. Kapralov donne d'autres chiffres, impressionnants : « En URSS, en 1988, 1,8 milliards de spectateurs sont entrés dans les salles de cinéma. » Il fait, M. Kapralov, combien de chaînes de télévision chez vous, au moment ? « Deux. »

D. H.

ECONOMIE

SOCIAL

Jeu de cache-cache autour de la recombinaison syndicale

A l'issue de son conseil national, la CFDT a souligné, le vendredi 19 janvier, la nécessité d'approfondir l'objectif de rapprochement intersyndical. Pour M. Nicole Notat, secrétaire générale adjointe, « l'émiettement du mouvement syndical constitue un handicap sérieux ». La CFDT présente comme une démarche alternative à celle de la CGT, sa volonté d'« accroître la coopération », à tous les niveaux, avec FO, la FEN, la CFTC, la CGC et les autres. Selon une enquête menée auprès de quatre-vingt-sept de ses organisations (régionales, départementales, fédérales, syndicats d'entreprises), 26 % entretiennent des rapports avec FO, 19 % avec la CGT, mais pour l'avenir, 27 % croient à des possibilités de coopération avec FO et seulement 4,5 % avec la CGT. M. John Vanderveken, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), est intervenu devant le conseil national de la CFDT.

La recombinaison est devenue le maître mot du débat syndical. La CFDT a fait du rapprochement intersyndical le thème majeur du conseil national. Et FO en discutera la semaine prochaine lors de son comité confédéral national. La perspective européenne de 1993, où nos petits syndicats français vont se trouver confrontés aux mastodontes des autres pays, d'Europe, obligés déjà à l'adaptation, a conduit à réfléchir à son avenir et à son éventuelle restructuration. Les changements dans les pays de l'Est, qui consacrent l'écroulement du « modèle » communiste, tant politique que syndical, les conduisent à accélérer leur réflexion sur une nouvelle pratique du syndicalisme afin d'éviter de se faire doubler sur le terrain par les nouveaux syndicats qui émergent en Hongrie, en Tchécoslovaquie ou en Bulgarie.

Alors que le congrès du PS pourrait repenser la recombinaison syndicale en matière de Roms, M. Yannick Simbrun, à la tête d'une organisation très proche du Parti socialiste, la Fédération de l'éducation nationale, a jeté un véritable pavé dans la mare en se prononçant, dans le Monde du 5 janvier, pour une « grande confédération syndicale ». La FEN, dont la raison d'être a toujours été l'unité organique du mou-

vement syndical, se dit même prête à se fonder dans une telle centrale dès lors qu'elle aurait participé à sa construction. Écumenisme au possible, M. Simbrun a proposé à toutes les organisations syndicales, y compris la CGT, de participer à cette « recombinaison syndicale », sans doute pour tenir compte au sein de la FEN de son importante minorité à direction communiste. Telle n'est pas l'optique de M. Jean Kaspar, qui se refuse à employer le mot de « recombinaison » et qui ne veut surtout pas entendre parler d'un rapprochement avec une CGT qui « mène une stratégie syndicale suicidaire ». Depuis son élection, il y a quatre mois, le secrétaire général de la CFDT joue avec patience et obstination la carte de l'approfondissement des convergences intersyndicales. Après avoir prôné un « pluralisme de coopération », il a récemment lancé l'idée de construire un « pôle syndical démocratique » avec FO, la FEN, la CFTC, la CGC et certaines organisations autonomes. Vous voulez ? Déjà de voir le passage syndical français sous par l'impulsion, M. Kaspar envisage de le boucler en présentant lui-même l'initiative. On lui prête ainsi l'intention de proposer spectaculairement, en février, la création d'un comité syndical français de « coordination » pour l'avenir de l'Europe et le lancement d'une campagne syndicale commune, à l'occasion du centenaire du 1^{er} mai, pour la syndicalisation.

MM. Simbrun et Kaspar, avec des optiques un peu différentes, prennent le taureau par les cornes et forcent les autres syndicats à briser le statu quo avec d'autant plus de pugnacité que l'abandon quasi certain d'élections à la Sécurité sociale éloigne la perspective d'une nouvelle bataille électorale intersyndicale, par laquelle les syndicats se rapprochent. Mais ils auront fort à faire pour faire sortir le syndicalisme de la division.

Rupture CGC-CFDT
L'antidote de la CFTC est à cet égard significative. Son président, M. Jean Bonnard, a proposé une rencontre à FO, à la CFDT, à la CGC et à la FEN pour « mieux préparer la grande échéance de 1993 ». Mais il refuse énergiquement « un quelconque syndicalisme unitaire ou monolithique ». L'exemple des pays de l'Est lui paraissent montrer l'attachement des salariés à « pluralisme syndical ». Ce débat pourrait être relancé, en novembre prochain, lors du prochain congrès confédéral de la CFTC, surtout si M. Bonnard quitte la présidence. Parmi ceux qui briguent sa succession, le secrétaire

général adjoint, M. Alain Delon, se montre hostile à la « recombinaison » syndicale et plaide plutôt pour un renforcement de l'« identité sociale chrétienne » de la CFTC. De son côté, la CGC, qui apparaît dans une situation aussi précaire que délicate, semblait favorable à une amorce de recombinaison excluant la CGT. Mais il a suffi que les cadres du PUCC-CFDT publient des statistiques électorales les plaçant à la première place chez les cadres supérieurs et les ingénieurs pour que le président de la CGC, M. Paul Marchelli, toujours imprévisible, décide de « rompre immédiatement les ponts » avec la CFDT, accusée de « trahison par tentatives afin d'essayer d'améliorer son image médiatique ». Il jugeant l'UCC-CFDT « malhonnête et menteuse », M. Marchelli prévient qu'il n'acceptera plus de « travailler avec les traîtres ». Tant pis si ses permanents volte-face donnent le tournis à ses militants (!).

Pour protester contre la baisse des prix Les producteurs de porc ont manifesté en Bretagne

Des manifestations se sont déroulées dans la soirée du vendredi 19 janvier devant la préfecture de Vannes, mettant aux prises environ deux cents producteurs de porc du Morbihan et les forces de l'ordre. Si quelques abribus, parcmètres, vitrines et panneaux de signalisation ont été brisés, ces incidents n'ont pas fait de blessés. Les agriculteurs, conduits par une délégation de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), ont voulu montrer leur inquiétude face à la baisse des prix du porc qui ont reculé de 98 centimes en deux semaines pour s'établir à seulement 8,54 francs le kilo sur les marchés aux cadavres bretons.

En l'espace de cinq mois, les cours ont baissé de 5 francs. Pendant qu'un porclet se retrouvait suspendu aux grilles de la préfecture du Morbihan, les éleveurs ont reproché ouvertement aux pouvoirs publics de « financer l'exportation des producteurs industriels vers les pays de l'Est par une importation de produits agricoles ». Le leader départemental de la FDSEA, M. Louis Egan, s'est refusé à voir « les producteurs bretons devenir les souffre-douleur de la démocratisation des pays de l'Est ». D'autres

mouvements de colère ont eu lieu vendredi à Rennes, Saint-Brieuc, Plérin et Laval. S'il est vrai que le marché porcin connaît actuellement une crise conjoncturelle, celle-ci n'apparaît en aucun cas liée à l'ouverture communautaire quant aux produits alimentaires venus de l'Est (un démantèlement assez rare...). La chute des cours est due en revanche à l'arrivée en France de viande danoise jusqu'ici exportée vers le Japon et les États-Unis. La baisse des restitutions (subventions à l'exportation) décidée récemment par Bruxelles sur le porc a conduit les producteurs du Danemark à se retourner vers le marché communautaire, la France principale.

INDUSTRIE

Alors que le groupe affiche une progression de 45 % des profits

Le dossier LVMH renvoyé devant la Cour d'appel

Dans l'affaire LVMH, le tribunal de commerce de Paris n'a pas prononcé, le vendredi 19 janvier, l'annulation des ORSA (Obligations à bons de souscription d'actions). Ces titres qui représentent environ 12 % du capital du numéro mondial du luxe sont en des conjonctures de la bataille entre M. Bernard Arnault et Henry Racamier qui est par ailleurs loin de s'achever. En effet, alors que la Financière Agache de M. Arnault exprimait « sa satisfaction », VIG, la holding de la famille Vuitton annonçait son intention de faire appel. Les magistrats de la Cour d'appel de Paris devront donc réexaminer le dossier des ORSA dont ils avaient estimé dans leur arrêt du 2 novembre dernier, que l'émission était illégitime.

Par ailleurs, le tribunal de commerce de Paris a fixé au 9 mars prochain, l'audience sur l'annulation que réclame LVMH des contrats entre Louis Vuitton et Binebell Asia, son partenaire commercial en Asie. Le contenu de ces contrats fait depuis quelques semaines l'objet d'une très vive polémique entre les dirigeants de LVMH qui estiment que des condi-

tions anormalement avantageuses ont été accordées par Louis Vuitton à M. Michel Goemans, PDG de Binebell Asia sans que les instances statutaires, ni les commissaires aux comptes des sociétés concernées n'en aient été informés. Les dirigeants de Louis Vuitton rétorquent que « les commissaires aux comptes n'ont mentionné aucun fait qui puisse relever de l'abus de pouvoir, du détournement de fonds ou de la fausse comptabilité ». En attendant que la justice tranche ce nouveau différend, le groupe LVMH poursuit son expansion. Le bilan annuel de la Société des Bourses Françaises confirme qu'en 1989, LVMH est devenue la première capitalisation boursière à Paris avec 65 milliards de francs. Par ailleurs, les chiffres publiés par le groupe pour 1989, indiquent que le chiffre d'affaires consolidé provisoire atteint 19,6 milliards de francs, soit une hausse de 19,6 % par rapport à 1988. La progression du résultat net est estimée à plus de 45 %.

FRANÇOISE CHIROT

Opinion
Imprévisible également, M. Marc Blondel maintient fermement la même ligne sur la recombinaison. Il s'est fait filer, il y a près d'un an, à la tête de FO sur un discours d'opposition totale à la recombinaison. Il n'a pas varié d'un iota sur ce point. Un rapprochement avec la CFDT lui paraît même mettre en péril l'identité et l'indépendance de FO. L'assimilation, voilà l'ennemi ! Ce n'est pas au moment où sa confédération est toujours secouée par les divisions internes nées de la bataille pour la succession de M. Bergeron que M. Blondel va se laisser séduire par les sirènes du rapprochement intersyndical. Il y perdrait sa majorité.

Reste la CGT. Un certain nombre de militants, communistes rénovateurs ou reconvertis, socialistes, sans parti, font le pari d'un moment. Les changements à l'Est, pensent-ils, vont obliger la centrale à opter pour une ligne plus ouverte. Pour l'heure, une telle orientation est loin de se dessiner. Le discours unitaire de M. Henri Krasucki, inauguré en août dernier, est devenu

MICHEL NOBLECOURT

(1) M. Kaspar a jugé que la déclaration de M. Marchelli traduisait une « perte de sens-froid et d'équilibre » et qu'il s'agissait d'une « tentative » pour refuser l'approfondissement des convergences. La CFDT souhaite que « la raison l'emporte ».

Simplification et extension de certaines prestations Le gouvernement annonce trois nouvelles mesures pour les familles

M^{me} Hélène Dorziac, secrétaire d'État à la famille, devait annoncer samedi 20 janvier à Paris devant la huitième conférence des familles trois nouvelles mesures. A cette occasion, le président de la République a fait parvenir un message dans lequel il souligne que « les prestations familiales appartiennent au socle de la solidarité nationale, et les améliorer, c'est renforcer celle-ci ».

D'un montant d'un milliard et demi de francs (le Monde du 20 octobre 1989), ces dispositions prévoient le versement des prestations familiales et de l'aide personnelle au logement (APL) jusqu'à dix-huit ans (et non plus dix-sept) lorsque l'enfant n'est plus scolarisé et n'a pas d'activité professionnelle. De même, l'allocation de rentrée scolaire sera versée désormais jusqu'à dix-huit ans et sera étendue aux familles n'ayant qu'un enfant de moins de six ans. Les prestations familiales pour adultes handicapés. D'autre part, la prestation spéciale assistance maternelle (PSAM), qui permet de couvrir la

Le Codhor prend pied en Espagne

Le groupe Codhor, numéro 1 français des HBJO (horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie), avec quatre cents points de vente et un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs, franchit les Pyrénées pour s'associer avec les Galeries Preciados, la quatrième plus importante chaîne de grands magasins espagnols.

Un accord vient d'être signé prévoyant l'installation de l'enseigne du Codhor, le « Boulevard de l'or », dans seize des vingt-huit magasins des Galeries Preciados : Alicante, Majorque (Balears), Orviello, Barcelone (2 magasins), Las Palmas (Canaries), Valencia, Séville, Madrid (4 magasins), Murcie, Saragosse, Valladolid, Grenade.

Cet accord fait suite à une période probatoire de sept mois, durant laquelle le groupe français avait pu tester son enseigne aux Galeries Preciados de Barcelone. Le Codhor n'entend pas se limiter à l'Espagne. D'autres ouvertures de « Boulevard de l'or » sont prévues en Espagne dans le cadre d'un accord en préparation avec la chaîne de supermarchés Bonpreu. Globalement, le développement de l'activité Codhor en Espagne porte sur l'installation de plus de vingt points de vente dans les deux prochaines années.

ENERGIE

L'URSS réduit de 20 % ses livraisons d'hydrocarbures à la Tchécoslovaquie

L'Union soviétique a réduit de 20 % ses livraisons d'hydrocarbures à la Tchécoslovaquie pour le mois de janvier, en raison des problèmes de production qu'elle connaît actuellement. Le ministre tchécoslovaque du Commerce extérieur, qui a rendu publique cette décision le 19 janvier, a précisé que l'URSS avait promis de réintégrer ces livraisons dans le courant de l'année. Plus grand acheteur d'hydrocarbures soviétiques après la RDA, la Tchécoslovaquie doit, selon un accord commercial bilatéral, se faire livrer quelque 16,6 millions de tonnes de produits pétroliers en 1990. En contrepartie, Prague fournit à l'URSS des produits de ses industries mécaniques.

RECTIFICATIF : « Rhône-Poulenc va racheter Rover grâce à un financement complexe ». — Dans l'article publié sous ce titre dans le Monde du 20 janvier, le quatrième paragraphe prêtait à confusion : « L'opération conclue, Rhône-Poulenc s'engage auprès des actionnaires de Rover, qui détendent encore 52 % du capital à leur racheter dans les trois ou quatre années à venir au prix de l'OPA. Les « contingent value rights » constituant, en quelque sorte, une police d'assurance à cet égard ». D'autre part, toutes activités confondues dans la santé, Rhône-Poulenc devrait arriver dans cette branche industrielle à la cinquième place mondiale environ, et non à la huitième, avec 22 milliards de francs de chiffre d'affaires.

TRANSPORTS

Boeing va supprimer cinq mille emplois

Après avoir annoncé au mois de décembre la suppression de 1 200 emplois, l'avionneur américain Boeing a décidé de licencier 5 000 ouvriers de plus. Dans un communiqué, la firme de Seattle explique que « les incertitudes sur le budget américain de la défense et sur le sort du futur Boeing-777, dont le programme n'a pas encore été formellement lancé, vont conduire le groupe à réviser ses besoins en effectifs tout au long de l'année ».

Ces compressions d'effectifs sont d'autant plus incompressibles qu'elles interviennent après une année où Boeing a été obligé de demander à Lockheed de lui prêter ses ouvriers qualifiés inemployés afin de lui permettre de respecter les délais de livraison, notamment de ses quadri-jets 747-400. Mais en prenant en compte les

La Lorraine apportera 800 millions de francs au TGV-Est

NANCY
Le conseil régional de Lorraine, convoqué à Metz le lundi 22 janvier, devrait donner son accord pour participer, à hauteur de 800 millions de francs, à la construction du TGV-Est, Paris-Strasbourg, sur un coût total de 27 milliards. Les quatre départements de la région apporteront ensemble 200 millions de francs, selon une répartition qui, reste à définir. Les collectivités lorraines répondront ainsi favorablement au plan de financement élaboré par M. Philippe Esling, ancien président de la SNCF, qui demande également 2 milliards à l'Etat, 1,5 milliard à l'Alsace et 500 millions à la Champagne-Ardenne (le Monde du 16 novembre).

Cet accord n'a pas été obtenu facilement. Les départements ont assorti leur consentement de l'exigence que soit créée sur la ligne Paris-Strasbourg une « haute vitesse », entre Bar-le-Duc et Verdun, à l'endroit du projet initial de M. Esling.

B. M.

Les compagnies aériennes de RDA et de RFA restent un nouvel aéroport à Berlin. — Au cours d'une conférence de presse tenue à Berlin le 19 janvier, les présidents des compagnies aériennes Interflug (RDA) et Lufthansa (RFA) ont annoncé qu'ils souhaitaient construire un nouvel aéroport pour desservir l'ancienne capitale à la fin des années 90. Les deux plateformes existantes — Tegel (Ouest) et Schoenefeld (Est) — seront proches, alors, de la saturation. A l'heure actuelle, le statut de Berlin réserve la desserte aérienne de la ville aux compagnies des vainqueurs de 1945.

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

De l'Atlantique à l'Oural, en passant par le pays de Soledad-Levant, le ciel n'a fait que s'obscurcir ces jours derniers, et l'air chargé d'orage a provoqué une grande nervosité sur l'ensemble des marchés financiers. La France, malgré sa situation économique favorable, n'a pas pu rester insensible à ces dépressions. La troisième semaine de l'année a été, de ce fait, pire que les deux précédentes (-0,33 %, -1,9 %) puisque l'indice CAC-40, en terminant la journée de vendredi à 1 925,95 points, a perdu 2,2 % entre le 12 et 19 janvier.

Un premier coup de tabac sérieux avait frappé la place parisienne vendredi 12 janvier (-1,22 %), provoqué successivement par un plongeon de la Bourse de Tokyo, inquiète des tensions en Union soviétique et dans les pays de l'Est, puis par la chute de Wall Street à la suite d'indices économiques laissant craindre des tensions sur les taux d'intérêt. Le marché japonais étant fermé lundi en raison de la célébration de la « fête des adultes », la plupart des grandes Bourses, encore sous le choc des événements de la fin de la semaine, restèrent sur la réserve. L'indice CAC-40 terminait la journée en légère baisse (-0,29 %).

Mardi, ce qui était redouté arriva : après trois jours de fermeture, la Bourse de Tokyo effectuait un deuxième plongeon. L'indice Nikkei, en perdant 666,41 points (-1,8 %), enregistrant ce jour-là sa plus forte chute depuis novembre 1987. Le mouvement se propageait immédiatement sur les autres places. En Europe, Paris, après s'être déprécié de 2,4 %, ramenait ses pertes à 1,41 %, se situant dans la moyenne, tandis que Francfort chutait de 2,87 %. « Il ne faut pas s'inquiéter des moindres mouvements boursiers et surtout ne pas paniquer », affirmait le soir même M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, lors d'un colloque organisé par le Monde. Il faut s'occuper à ce que les marchés deviennent de plus en plus volatiles.

Au lendemain de cette violente secousse, les intervenants se ressaisissent et continuent à négocier le mouvement de reprise technique (+0,93 %). La publication de statistiques américaines contradictoires (déficit record de 10,5 milliards de dollars de la balance commerciale en novembre, et hausse de 0,4 % de la production industrielle outre-atlantique en décembre) interfèrent peu dans l'évolution de la journée. Jeudi, en revanche, face au nouvel accès de faiblesse de Wall Street provoqué par la forte baisse des résultats des entreprises comme IBM au quatrième trimestre et par la difficulté d'apprécier l'état de santé de l'économie aux Etats-Unis au regard des différents chiffres publiés, la déprime gagnait à nouveau le marché français. L'indice CAC-40 effaçait la reprise de la veille en cédant 0,95 %.

Secouée par les vents d'Est et d'Ouest

Cette morosité teintée de pessimisme ne disparaissait pas en fin de semaine (-0,45 %), d'autant qu'à l'approche de la liquidation mensuelle attendue mardi 23 janvier les opérateurs sont peu enclins à prendre des initiatives. « Une fois de plus, les mauvaises nouvelles ont totalement occulté les bonnes », constatent en effet des portefeuilles en se référant à la situation intérieure (modération de l'inflation, réduction du déficit commercial en novembre, hausse de 1,1 % de la production industrielle en décembre), à la bonne tenue du franc et surtout aux excellents résultats des entreprises. Ainsi, Elf-Aquitaine, en progressant de 18 %, devrait dépasser 8,5 milliards de francs de bénéfices. Le Club Méditerranée table, quant à lui, sur une hausse de 32 % de ses gains pour l'exercice achevé, et qui doit des 45 % de LVMH, la première capitalisation boursière française. Aucune de ces perspectives n'a provoqué de réactions vraiment visibles. Et même l'annonce par Saint-Gobain d'un bénéfice de 4,3 milliards de francs, en hausse de 6 %, n'entraîne vendredi une dépréciation du titre.

Rumeurs sur Chargeurs et DMC

Dans ce contexte incertain, peu d'événements ont vraiment retenu l'attention des intervenants. La semaine a été en partie dominée par le désengagement des Chargeurs d'UTA et par les spéculations sur l'acquisition des 9 milliards de francs revenant à M. Seydoux. Mardi, le titre de groupe textile DMC se mettait subitement à flamber dans un marché en baisse. L'action gagnait plus de 5,5 %, dopée par des rumeurs d'OPA imminente lancée par les Chargeurs. Ces derniers déclarent être à l'origine des achats.

Vendredi, la Société des Bourses françaises précisait les modalités de cession d'UTA, dont les cotations ont été alors suspendues pour reprendre mardi 23. Une garantie de cours sera assurée jusqu'au 12 février, au prix unitaire de 4 083 francs, par la BNP pour le compte d'Air France, au bénéfice des actionnaires minoritaires.

Au chapitre des « situations spéciales », ces faibles valeurs dont l'actionnariat contrôle mal la société, le Club Méditerranée s'est distingué avec la poursuite en début de

Semaine du 15 au 19 janvier

semaine de fortes transactions. MM. Dubrule et Pélasson, coprésidents du groupe hôtelier Accor, reconnaissent mercredi avoir acquis 2 % du capital de la firme de M. Trigano. Ces achats ne visent pas à prendre le contrôle du Club, ont précisé ces dirigeants, reconnaissant que les deux sociétés ont de nombreuses synergies possibles.

Les intentions des AGF sur la compagnie d'assurances Pechelbronn ont été confirmées, comme l'impose la réglementation boursière dès qu'un actionnaire détient plus de 20 % d'une entreprise. Les AGF ont précisé agir seules, ne pas avoir l'intention de prendre le contrôle de cette firme, dont ils ont 20,07 % du capital, et ne pas demander un poste au conseil de surveillance. Ce groupe « se réserve la possibilité de procéder à des achats en fonction des conditions du marché ».

La société Pinalat, en franchissant la barre des 20 % dans le capital de la firme de négoce CFAO, demande à être représentée au conseil d'administration de cette firme. Elle a indiqué, d'autre part, « ne pas envisager, dans les conditions boursières actuelles, de poursuivre ses achats ».

Le groupe papeter français Charfia passera prochainement sous contrôle scandinave, le suédois NCB Aktiebolag, premier fabricant européen de papier kraft, étant en passe de devenir majoritaire. Dans cette perspective, sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics français pour ce rachat, une procédure de garantie de cours au prix unitaire de 1 000 francs sera appliquée pendant quinze jours.

Enfin, alors que le cinquième Salon Investir et placer se déroule du 19 au 22 janvier à l'Espace Champs-Élysées, Paris, pour évoquer les possibilités d'investissements sur les marchés, la Bourse s'apprête à accueillir de nouvelles firmes. La cote officielle s'enrichira, mercredi 24, d'un quatrième trust japonais avec l'arrivée de l'établissement bancaire Toyota Trust. Vendredi s'est effectuée la première introduction de l'année sur le second marché avec Domusol, une SICAF obligataire. Elle n'a, toutefois, pas eu le succès des précédentes de 1989, puisque la demande a été largement servie à 73,38 %, sans doute en raison du contexte. Toutefois, malgré cette situation incertaine, les appels au marché financier, amorcés par Accor et BSN, se succèdent avec une certaine ampleur. Pas moins de trois émissions ont été évoquées cette semaine : 700 millions d'obligations convertibles pour Strafor, 1 milliard de francs sous forme d'actifs à boni de souscription et des obligations convertibles pour la SPEP, holding du groupe Schneider, et 1,45 milliard d'obligations remboursables en actions pour Poliet.

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise en fin de semaine

La semaine écoulée a encore failli être mauvaise pour Wall Street. Mais une reprise à l'approche du week-end a permis de limiter les dégâts, le Dow Jones ne perdant que 11,30 points (-0,42 %). La hausse des taux d'intérêt, la flambée des prix du gaz en décembre, l'aggravation du déficit commercial pour novembre, la chute des bénéfices de « Big Blue » pour le quatrième trimestre, les déclarations de deux gouverneurs du Fed sur la disparition de tout espoir d'un prochain assouplissement de la politique de crédit, enfin les graves troubles en Azerbaïdjan : rien n'a manqué pour déprimer le marché ces derniers jours. Mais le facteur technique a, en définitive, été le plus fort. Dans l'immédiat, les professionnels se disent parfaitement incapables de formuler le moindre pronostic.

Indice Dow Jones du 19 janvier :

2 677,90 (contre 2 686,77).

	Cours 12 janv.	Cours 19 janv.
Alcoa	74	65 3/4
AT&T	43 1/8	42 1/8
Boeing	59 7/8	60 7/8
Chase Man. Bank	31 3/4	31 1/8
De Post de New York	123 5/8	124
Eastman Kodak	40 7/8	40 1/4
Exxon	47 3/4	48 3/4
Ford	43 3/4	44 3/4
General Electric	63	62 1/2
General Motors	41 1/2	42 3/8
Goodyear	42 1/2	39 3/8
IBM	97 3/4	96 5/8
ITT	35 5/8	35 1/2
ITT	38 7/8	39 1/4
Modell	66 7/8	70 1/2
Pfizer	46 5/8	46 3/8
Schlumberger	55 5/8	56 1/4
Texaco	44 1/2	44 1/2
UAI Corp. (ex-Allego)	148	145
Union Carbide	22 7/8	22 1/2
USX	35	35
Westinghouse	73 1/2	73 3/8
Xerox Corp.	56 1/8	56 1/4

LONDRES

Nouvelle baisse

Malgré un bref sursaut à mi-parcours, le London Stock Exchange n'a pas réussi à éponger de nouvelles pertes. Et pour la deuxième semaine consécutive, les cours ont encore baissé, cette fois d'environ 1,5 %.

Les motifs d'inquiétude n'ont pas manqué à commencer par les données en Azerbaïdjan, qui risquent de contraindre en question la parité du rouble. Mais d'après les professionnels, les investisseurs ont surtout réagi à la dégradation de la situation économique en Grande-Bretagne.

Indice FT du 19 janvier : 100 valeurs, 2 335 (contre 2 380,10) ; 30 valeurs, 1 868 (contre 1 908,50) ; mines d'or, 329,40 (contre 346,10) ; fonds d'Etat, 81,58 (contre 83,02).

	Cours 12 janv.	Cours 19 janv.
Bovater	458	469
BP	438	439
Charter	455	453
Courtauld	393	372
De Beers (*)	18,37	17,75
Glaxo	14,75	14,39
Glaxo	14,75	14,39
ICI	11,49	11,29
Reunert	16,35	16,43
Shell	459	458
Unilever	460	475
Vickers	289	272

(*) En dollars.

FRANCKFORT

Chute : -4,5 %

Cette fois la montée des périls en URSS a eu raison de l'optimisme du marché allemand, qui a lourdement chuté de 4,5 %. Les investisseurs ont également craint un retrait des acheteurs japonais et beaucoup ont liquidé leurs positions. L'activité, toutefois, a beaucoup diminué, étant au mouvement une bonne partie de sa signification.

Indice de 19 janvier : Commerzbank 2 188,6 (contre 2 286,20) ; DAX : 1 753,56 (contre 1 855,66).

	Cours 12 janv.	Cours 19 janv.
AEG	321	311
BASF	309,88	296,38
Bayer	324,58	309,58
Commerzbank	310	297,50
Deutschebank	349,88	337
Hoechst	380	362
Karstadt	682	666
Mannesmann	363,58	336
Siemens	734,58	709,58
Volkswagen	552	525,58

TOKYO

Irrégulier

La tendance a été passablement irrégulière cette semaine à Tokyo, avec des passages alternatifs de baisse et de hausse. Finalement, une modeste reprise (+0,3 %) s'est produite à la veille du week-end. D'un vendredi à l'autre, le bilan reste, toutefois, négatif. Les professionnels se disent moins optimistes, encore que la perspective d'une hausse du taux d'escompte inquiète.

Indice de 19 janvier : Nikkei, 3 636,54 (contre 3 716,77) ; Topix, 2 701,31 (contre 2 786,47).

	Cours 12 janv.	Cours 19 janv.
Akai	942	910
Bridgestone	1 700	1 640
Cano	1 658	1 610
Fuji Bank	3 440	3 250
Honda Motors	1 828	1 828
Mitsubishi Electric	2 350	2 300
Mitsubishi Heavy	1 110	1 080
Sony Corp.	8 550	8 450
Toyota Motors	2 560	2 460

Valeurs diverses

	19-90	Diff.
Accor	880	-18
Air liquide	659	-18
Arjomat	2 770	-220
Bic	738	-42
Bio	597	-6
CGIP	1 462	-26
Club Méditerranée	761	-26
Endicor	2 735	-140
Euro-Dinam	92,15	-0,25
Europe 1	1 183	+113
Euromat	61,45	+1,05
Groupe Cif	728	-26
Hachette	389	-13
BAVAS	1 429	+6
L'Oréal	4 700	-192
Navigation Mide	1 911	-38
Nord-Est	187	-5
Saint-Gobain	425	-26
Sano	1 060	-22
Sis Rousignol	1 905	-39

Mines, caoutchouc

	19-90	Diff.
Géophysique	1 090	+10
Imetal	304	-14
Michels	168,60	-1,40
Métallurg	228	-37,50
RTZ	51,20	-5,10
ZCI	2,51	-0,18

Produits chimiques

	19-90	Diff.
Inst. Mérieux	5 880	-280
Labo. Bell	2 465	-84
Roussel Ucl	2 230	+9
BAEP	1 989	-10
Bayer	1 623	-72
Hoechst	425	-58
Imp. Chimie	106,80	-2,80
Nank Hydrot	150,10	-1,10

Alimentation

	19-90	Diff.
Béghin-Say	754	+7
Bongrain	3 128	-172
BSN	724	-6
Carrefour	3 585	-108
Casino	284,20	-2,80
Eurocarché	4 800	+138
Guyenne et Gasc.	1 207	-15
Motex	1 254	-40
Nestlé	34 540	-1 280
Océid (Glo)	798	+22
Oliver	415	-13
10 % 1978	99,44	+0,31
Promodis	4 400	-10
St-Louis-Bouchon	1 600	-17
Source Perrier	1 774	-51

Valeurs à revenu fixe

	19-90	Diff.
PAIE 10,6 % 1976	99,41	-0,44
1,80 % 1977	126,50	-0,40
10 % 1978	99,44	+0,31
9,80 % 1979	99,85	-0,10
9 % 1979	97,40	+0,10
10,80 % 1979	100,97	-0,38
16 % 1982	101,56	+0,61
CNE 3 %	3 985	+5
CNE 5 % 5 000 F.	36,50	+0,15
CNE 5 % 10 000 F.	36,85	-0,35
CNE 5 % 20 000 F.	36,49	-0,51
CNE 5 % 50 000 F.	36,47	+0,05

Bâtiment, travaux publics

	19-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 037	-6
Bouygues	611	-10
Ciments Français	1 525	-91
Dumez	863	-37
DTM	1 354	+3
J. Leclerc	1 202	-8
Lafarge	384,90	-11,10
Mécanique Pédale	78,40	-1,10
SAF et Chausson	1 150	-10
SCREG	1 150	-10
SGE-SB	262,10	-2,90

MATIF

Motionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 janvier 1990
Nombre de contrats : 60 109.

	Cours	Mars 90	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90
Premier	102,72	102,72	103,10	103,44	-
+ haut	102,72	102,72	103,10	103,44	-
+ bas	102,38	102,38	102,96	103,28	-
Dernier	102,40	102,40	102,96	103,42	-
Compensation	102,40	102,40	102,96	103,10	103,18

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	15 janv.	16 janv.	17 janv.	18 janv.	19 janv.
RM	2 807 014	3 042 342	2 897 244	3 017 149	-
Comptant	5 560 250	6 270 445	7 082 466	6 257 175	-
R. et obl.	235 950	294 289	301 497	534 597	-
Actions	8 603 214	9 607 076	9 979 710	9 808 921	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)

	19-90	Diff.
France	98,3	97,2
Étrangers	101,5	100,9
(base 100, 31 décembre 1981)		
Indice gén.	536,2	534,9
(base 1000, 31 décembre 1987)		
Indice CAC 40	1 962,89	1 935,21
	1 953,14	1 934,72
	1 925,95	

Réaction au rapport sur le mini-krah

Des propositions pour améliorer le marché boursier

L'AFED, branche française de l'Association internationale des equity dealers qui regroupe cent vingt-cinq négociateurs de blocs actions sur les deux cent cinquante à trois cents opérant à Paris, vient de proposer des modifications dans le fonctionnement du marché boursier français. Cette jeune association créée en 1987 et présidée par M. Jean-Daniel Hecht, directeur central d'Alphabourse, répond ainsi au rapport sur le mini-krah du 16 octobre dernier rédigé par la SBF, Société des Bourses françaises (le Monde daté 7-8 janvier), avec quelques critiques.

Les responsables de l'AFED contestent dans cette étude faite par les autorités de marché plus la forme que le fond. Ils reprochent surtout le « manque d'humilité » des faits de la SBF dans l'analyse de cette journée particulièrement mouvementée en rejetant sur les autres certaines défaillances. L'association s'oppose ainsi aux conclusions de la SBF sur le rôle peu efficace des contreparties, ces intermédiaires chargés de réguler le marché en effectuant des transactions boursières sans être de simples courtiers. « Les contreparties ont contribué à la liquidité et donc à la réalisation d'un équilibre de marché. Les sociétés de Bourse sont intervenues pour leur propre compte, contrairement à ce qu'affirme de façon erronée la SBF », a tenu à préciser

l'AFED. En revanche son analyse sur le blocage des cotations durant une large partie de la journée du 16 octobre, en raison des suspensions de cours liées à des niveaux de franchissements de seuils successifs trop nombreux sur le marché à règlement mensuel (7 %, 10 %, 12 %, 15 %, 17 % et 20 %), se rapproche de celle de la SBF. Sans revenir sur la pratique de ces seuils nécessaires pour la protection de l'épargne et sachant que le marché n'est pas prêt encore à accepter de très larges fluctuations sur les valeurs, l'AFED affirme que le 16 octobre une variation des cours de 15 % aurait d'embolie dû être autorisée. Elle aurait permis de coter plus de valeurs et de faire face ainsi à l'afflux d'ordres de vente.

Pour assurer une meilleure liquidité du marché quotidien, l'AFED propose désormais d'étendre les variations permises sur le règlement mensuel au marché au comptant, où actuellement les fluctuations autorisées ne dépassent pas 4 %.

Enfin, évoquant la possibilité de futures turbulences, cette association souhaite que, ces jours-là, les intervenants commencent rapidement avant l'ouverture de la séance la variation maximale autorisée pour tenter une première cotation. Cette responsabilité dans la décision serait assumée par « une autorité de marché clairement désignée », c'est-à-dire vraisemblablement par le directeur général de la Bourse. Une manière élégante de répondre à la question souvent entendue cet automne : le 16 octobre dernier, y avait-il vraiment un pilote dans l'avion ?

D. G.

MARCHÉ INTERNA

Un euro

La semaine écoulée a encore failli être mauvaise pour Wall Street. Mais une reprise à l'approche du week-end a permis de limiter les dégâts, le Dow Jones ne perdant que 11,30 points (-0,42 %). La hausse des taux d'intérêt, la flambée des prix du gaz en décembre, l'aggravation du déficit commercial pour novembre, la chute des bénéfices de « Big Blue » pour le quatrième trimestre, les déclarations de deux gouverneurs du Fed sur la disparition de tout espoir d'un prochain assouplissement de la politique de crédit, enfin les graves troubles en Azerbaïdjan : rien n'a manqué pour déprimer le marché ces derniers jours. Mais le facteur technique a, en définitive, été le plus fort. Dans l'immédiat, les professionnels se disent parfaitement incapables de formuler le moindre pronostic.

MATIÈRES PREMIÈRES

La re

La semaine écoulée a encore failli être mauvaise pour Wall Street. Mais une reprise à l'approche du week-end a permis de limiter les dégâts, le Dow Jones ne perdant que 11,30 points (-0,42 %). La hausse des taux d'intérêt, la flambée des prix du gaz en décembre, l'aggravation du déficit commercial pour novembre, la chute des bénéfices de « Big Blue » pour le quatrième trimestre, les déclarations de deux gouverneurs du Fed sur la disparition de tout espoir d'un prochain assouplissement de la politique de crédit, enfin les graves troubles en Azerbaïdjan : rien n'a manqué pour déprimer le marché ces derniers jours. Mais le facteur technique a, en définitive, été le plus fort. Dans l'immédiat, les professionnels se disent parfaitement incapables de formuler le moindre pronostic.

Après onze jours en orbite

La navette Columbia a atterri sur la base d'Edwards

La navette américaine Columbia, en mission depuis le 9 janvier, a atterri, samedi 20 janvier à 10 h 35, heure française, sur la base californienne d'Edwards. Le retour du vaisseau spatial, qui rapporte dans sa soute un satellite de 11 tonnes répertorié dans l'espace, était à l'origine prévu pour vendredi. Après un premier report de vingt-quatre heures dû au brouillard qui recouvrait la piste, les cinq astronautes ont effectué, avant de conclure le plus long vol réalisé par une navette (dix jours et vingt et une heures), une orbite supplémentaire de dernière heure en raison d'une défaillance d'un des ordinateurs de bord. — (AFP)

Nouvelle polémique en Haute-Vienne entre « reconstructeurs » et « orthodoxes »

Les hostilités entre « orthodoxes » et « reconstructeurs » au sein de la fédération communiste de la Haute-Vienne ont repris dans les colonnes de l'*Echo du Centre*. Dans un article publié le 12 janvier par ce quotidien, le premier secrétaire de la fédération du département a stigmatisé l'action de « Marcel Rigou et [de] ses amis », affirmant qu'ils « critiquent leur parti », ils sont « totalement absents de l'activité » pour la survie de ce quotidien communiste régional, dont l'avenir reste incertain un an après l'incendie qui a dévasté ses locaux (le *Monde* du 23 octobre 1988). Les élus « reconstructeurs » ont pris la défense de l'ancien ministre, en déclarant : « C'est [notre] action qui a assuré la survie du journal. Les listes des noms des souscripteurs publiées par le quotidien lui-même [le] prouvent noir sur blanc. » Cette déclaration a été publiée dans le quotidien communiste le 18 janvier, assortie d'une nouvelle attaque de son directeur contre M. Rigou. Plusieurs journalistes du quotidien ont protesté auprès de leur direction contre la déclaration de la fédération départementale et affirmé que ces accusations ne correspondaient « pas à la réalité ».

L'ESSENTIEL

DATES

L'exclusion des communistes de la Chambre des députés
Il y a cinquante ans 2

ETRANGER

La crise en Azerbaïdjan
Manifestations et déboulonnage d'une statue de Staline 3

PERestroïka en Mongolie

Manifestations et déboulonnage d'une statue de Staline 6

POLITIQUE

Le congrès du FLNKS
M. Rock Wanyan pressenti pour succéder à Jean-Marie Tjebou à la tête du mouvement indépendantiste 7

La relance de la décentralisation

Un entretien avec M. Jean Puech, sénateur (UDF), président de l'association des présidents de conseils généraux 7

Livres politiques par André Laurens

L'Europe s'écroule 8

COMMUNICATIONS

Menaces de grève dans l'audiovisuel public
Les syndicats de journalistes de FR3 et de Radio-France veulent faire grève le 30 janvier pour obtenir les augmentations promises après le conflit de septembre 1988. A FR3, le président Philippe Guilhaume appuie les revendications 8

Mis en cause par la CFDT

Le professeur Jacques L'Hermite porte plainte pour dénonciation calomnieuse

NANCY de notre correspondant

L'affaire des « dessous-de-table » au centre hospitalier régional de Nancy vient de prendre une tournure judiciaire. Le professeur Jacques L'Hermite, mis en cause par le syndicat CFDT qui l'accuse de pratiquer le système des dessous-de-table (le *Monde* du 14-15 janvier), a en effet déposé plainte contre X pour dénonciation calomnieuse auprès du doyen des juges d'instruction de Nancy, M. Gilbert Thiel. En ripostant ainsi, le professeur L'Hermite entend démasquer ceux qui ont monté « une cabale » contre lui.

Vendredi 19 janvier une association de consommateurs, l'UFC (Union fédérale des consommateurs), a fait savoir qu'elle allait, dès lundi, déposer elle aussi une plainte pour extorsion de fonds auprès de M. Georges Garrigue, procureur de la République de Nancy.

A l'appui de sa plainte, l'UFC produit « plusieurs témoignages de patients mettant en cause des praticiens des hôpitaux publics et des cliniques qui laissent apparaître des versements en liquide en contrepartie d'une meilleure qualité des soins ». En agissant ainsi, explique M. Jean-Pierre Douay, responsable UFC de Nancy, le mouvement de consommateurs que je représente ne se prononce pas sur la qualité de tel ou tel médecin, justifiant ou non une promotion. Les témoignages que nous produisons ne mettent jamais en cause la compétence professionnelle du médecin.

C'est à l'occasion d'une réunion du conseil d'administration du CHR de Nancy où devait être examinée la candidature du professeur L'Hermite au poste de chef du service d'urologie du CHU, que la question avait été soulevée par la CFDT. La séance du conseil d'administration s'était achevée par la saisine de la commission interne d'éthique médicale, à charge pour cette dernière d'enquêter sur la réalité ou non de la pratique des dessous-de-table. Le 12 janvier, la commission a fait

savoir qu'elle poursuivait ses investigations, mais que « rien ne s'opposait à la proposition du candidat au poste de chef de service ». C'est au ministre de la santé de trancher en fin de compte. Il le fera dans les jours prochains.

En attendant, le conseil national de l'Ordre des médecins a publié, vendredi, un communiqué dans lequel il « rappelle qu'aucun mode de règlement ne peut être exigé du malade. Les textes en vigueur imposent au médecin d'indiquer sur la feuille d'assurance maladie le montant des honoraires perçus. La transparence doit être la règle. » Toute dissimulation d'honoraires est contraire à l'honneur et à la probité. L'exigence d'une gratification clandestine est inacceptable », ajoute le conseil de l'Ordre qui conclut : « Il est de la mission de l'Ordre d'intervenir des poursuites lorsqu'il est saisi d'une plainte de cette nature accompagnée de preuves. Des sanctions ont d'ailleurs déjà été infligées pour des faits semblables par les juridictions professionnelles. Mais nul ne peut être condamné sur une rumeur. »

MONIQUE RAUX

Selon le bâtonnier de Paris

L'aide légale doit être « un droit pour tous les citoyens »

Présentant ses vœux à la presse jeudi 18 janvier, le bâtonnier de Paris, M. Henri Ader, qui a succédé le 1^{er} janvier à M. Philippe Lafarge, a longuement évoqué la question de l'aide légale et des mouvements de grève votés par de nombreux barreaux de la couronne parisienne et de province depuis le mois de novembre. M. Ader, qui se réjouit de la constitution, autour de M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat et ancien bâtonnier de Lyon, d'une commission, à laquelle participent plusieurs avocats, et qui doit remettre un rapport sur le sujet au mois d'avril, estime que le système français est dans un état « catastrophique ». Selon lui, les rémunérations « ridicules » de l'aide judiciaire et des commissions d'office ne couvrent « même pas les frais »

Arrêté à l'audience

Un ex-vigile est condamné à cinq ans de prison après une ratonnade

MARSEILLE

de notre correspondant

Jean-Claude Lemaire, ex-vigile de la Société générale de sécurité à Marseille, aujourd'hui licencié, a été arrêté à la barre de la 13^e chambre des appels correctionnels de la cour d'appel d'Aix-en-Provence et condamné à cinq ans de prison, dont deux avec sursis, pour s'être livré, le 7 août 1984, à des services graves sur la personne d'un touriste tunisien de passage à Marseille.

M. Lemaire avait fait appel du jugement prononcé contre lui par le tribunal correctionnel de Marseille, le 29 juin 1989, qui le condamnait à trente-six mois de prison, dont six avec sursis, pour « coups et blessures volontaires, arrestation illégale et séquestration ». Le procureur de la République avait, à l'époque, parlé d'« odieuse ratonnade concertée, préparée ».

Le 7 août 1984, M. Neji Sayah, touriste tunisien de quarante-deux ans, en vacances à Marseille pour quelques jours, avait choisi d'atten-

dre le bateau du retour en dormant dans une salle d'attente de la gare Saint-Charles. Deux vigiles, Jean-Claude Lemaire et Alain Robert, le conduisirent dans une salle en sous-sol et, après l'avoir roué de coups, l'avaient obligé à crier « Vive la France ! ». Ce n'était que le début d'une véritable séance de torture, qui allait durer deux heures et à laquelle s'étaient joints un collègue des deux hommes, Imre Benkei. Les trois hommes contraignirent leur « prisonnier » à boire un litre de vin rosé, dans lequel ils avaient versé des sachets de sel. M. Sayah, à nouveau roué de coups et aspergé de gaz lacrymogène, fut placé dans une voiture et conduit à une vingtaine de kilomètres de Marseille, où il était jeté dans un ravin, laissé pour mort.

JEAN CONTRUCCI

A Marseille

Vol de trois dessins de Picasso

Trois « transparents » de Picasso — dessins réalisés en 1955 sur papier calque pour le film d'Henri-Georges Clouzot *Le Mystère Picasso* — ont été volés à Marseille vendredi 19 janvier, au Musée de la Vieille-Charité.

Ces dessins avaient été prêtés par le Musée Picasso de Paris et présentés à Marseille au sein de l'exposition « Peinture et cinéma » qui s'est terminée le 14 janvier.

Le vol a eu lieu en fin de matinée. Il a été commis par deux hommes armés qui se sont emparés de la caisse contenant les dessins après avoir ligoté un gardien du musée. Les deux malfaiteurs ont ensuite pris la fuite avec leur butin sans être inquiétés.

Triple évasion de la maison d'arrêt de Pénitenciers. — Trois détenus se sont évadés, dans la nuit de vendredi 19 au samedi 20 janvier, de la maison d'arrêt de Pénitenciers, dans des circonstances qui n'ont pas été révélées. Les trois hommes avaient été condamnés notamment pour des agressions à main armée.

Vols non-fumeurs pour Air Inter

A l'instar de ce qui se pratique aux Etats-Unis et au Canada, Air Inter a décidé de ne plus autoriser la cigarette sur ses vols, à partir du 1^{er} mars, et pour une période expérimentale de deux mois. Si cet essai se révèle concluant, la compagnie pourrait rendre définitive l'interdiction de fumer en vol, ce qui obligerait les fumeurs à s'abstenir pendant 1 h 40 dans le pire des cas, c'est-à-dire sur le vol Paris-Bastia. Selon une étude, 90 % des passagers interrogés et 65 % des passagers fumeurs se déclarent favorables à des vols entièrement non-fumeurs.

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
12, rue Haute-Seuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

ETUDIANTS ANGLAIS-ALLEMAND
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR
Maîtriser l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.
OISE
LANGUAGE TRAINING
BINSEY LANE - OXFORD (ENGLAND) - TEL. (01865) 249 218. MEMBRE DE ABECS-FELDI
21, RUE THEOPHILASTE-RENAUDOT - 75015 PARIS - AGREEE PAR L'UNESCO
TEL. (1) 45 33 13 02
LES ECOLES D'ANGLAIS LEADER EN ANGLETERRE

Athlétisme

Ben Jonhson rayé des tablettes

La Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) a décidé, samedi 20 janvier, d'annuler tous les records du monde du Canadien Ben Jonhson. Après son déclassement pour dopage de la finale du 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul en 1988, l'IAAF n'avait pas homologué sa performance (9 s 79), mais le Canadien avait conservé son record du monde établi l'année précédente aux championnats du monde à Rome (9 s 83), ainsi que ses records du 50 mètres (5 s 55) et du 60 mètres (6 s 41). La décision de l'IAAF s'appuie sur les aveux de Ben Jonhson qui a reconnu avoir pris des stéroïdes anabolisants depuis 1981 avec des doses massives en 1987.

A la suite de ces décisions, Carl Lewis devient recordman du monde du 100 mètres avec les 9 s 92 réussies en finale des Jeux de Séoul. Les records du monde du 50 mètres et du 60 mètres reviennent respectivement à l'Allemand de l'Est Manfred Kokot (5 s 61 en 1973) et au Polonais Marian Woronin (6 s 51 en 1987).

La mort de Pierre Barbizet

Le pianiste Pierre Barbizet est décédé dans la nuit du jeudi 18 janvier à Marseille. Il était âgé de soixante-sept ans (le *Monde* du 20 janvier).

La musique et l'amitié

Pour Pierre Barbizet, la musique était à la fois un amour fou et une amitié : un amour, car il dévorait avec bonheur toutes sortes d'œuvres classiques, mais aussi du jazz et les chansons à la mode sur son cher piano ; une amitié, parce qu'elle était le médium de sa vie, le lien noué avec ses amis, les flammes de musique entre copains, les concerts qui l'unirent pendant des années avec Christian Ferras, les disques faits avec Samson François et Jean Hubeau, et puis tout ce « commerce » affectueux qu'il a entretenu avec tant d'élèves au conservatoire de Marseille, puis à Paris.

C'était un homme de cœur, un musicien sensible et radieux, tels qu'on le retrouvait dans quelques enregistrements admirables du Concert de Chausson, des Sonates de Debussy, Fauré, Lohen, du Quatuor de Schumann, et surtout de l'œuvre intégrale pour piano de Chabrier, qui est son vrai portrait trébuchant et délicatement ému, si français.

JACQUES LONCHAMPT

[Pierre Barbizet était né le 20 septembre 1922 à Arica au Chili, où son père était industriel. Après des études classiques à Marseille, il rejoint le Conservatoire de Paris les premiers prix de piano (1944), musique de chambre et histoire de la musique. C'est alors qu'il se lie notamment avec Samson François et Pierre Petit, jeunes trio qui joue toutes les musiques de Guy Rella, un petit cabaret de Figaro.]

Grand prix de concours de La Haye en 1948 et lauréat du concours Marguerite-Louise en 1949, il fait de nombreuses tournées internationales, puis est nommé directeur du conservatoire de Marseille en 1963, commençant ainsi une brillante carrière de pédagogue, qui l'amènera au Conservatoire de Paris, comme professeur de piano, en 1974. Il laisse un assez grand nombre d'enregistrements, en particulier avec Christian Ferras ; il a remporté à plusieurs reprises des grands prix de disque.]

ISLANDE geysers et volcans
avec votre voiture
la route du
«Norröna»
Smyril Line
Voyagez en Islande
du 20 janvier au 27
à 120 000 F. (hors taxes)
75015 PARIS - Tél. 46.34.06.33

Transition instable en RDA

SED : l'ancien SED a perdu son statut de parti unique. Les élections du 18 janvier ont été marquées par une victoire étonnante des démocrates chrétiens (CDU) qui ont obtenu 50,1 % des voix, contre 49,9 % pour le SED. Cette victoire a été saluée par les dirigeants de la CDU, qui ont déclaré que c'était la première étape vers la réunification de l'Allemagne.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il ne se prononcera pas sur la question de la réunification de l'Allemagne. Cependant, les dirigeants de la CDU ont déclaré que c'était leur objectif principal. Ils ont également déclaré qu'ils étaient prêts à négocier avec le SED sur la base de la démocratie et de la liberté.

Les élections ont été marquées par une victoire étonnante des démocrates chrétiens (CDU) qui ont obtenu 50,1 % des voix, contre 49,9 % pour le SED. Cette victoire a été saluée par les dirigeants de la CDU, qui ont déclaré que c'était la première étape vers la réunification de l'Allemagne.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il ne se prononcera pas sur la question de la réunification de l'Allemagne. Cependant, les dirigeants de la CDU ont déclaré que c'était leur objectif principal. Ils ont également déclaré qu'ils étaient prêts à négocier avec le SED sur la base de la démocratie et de la liberté.

Les élections ont été marquées par une victoire étonnante des démocrates chrétiens (CDU) qui ont obtenu 50,1 % des voix, contre 49,9 % pour le SED. Cette victoire a été saluée par les dirigeants de la CDU, qui ont déclaré que c'était la première étape vers la réunification de l'Allemagne.

Le gouvernement fédéral a annoncé qu'il ne se prononcera pas sur la question de la réunification de l'Allemagne. Cependant, les dirigeants de la CDU ont déclaré que c'était leur objectif principal. Ils ont également déclaré qu'ils étaient prêts à négocier avec le SED sur la base de la démocratie et de la liberté.